

le monde
libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde **libertaire**

Pendant que des milliers de migrants sont refoulés ou agonisent derrière les barbelés de Schengen, l'Europe-forteresse fend les derniers acquis sociaux et nous enfonce dans les abysses de la précarité.

Référendum le silence de la mer



M 02137 - 1397 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Aux questions posées exclusivement par le pouvoir, le peuple n'aura qu'à répondre oui ou non, comme l'enfant au catéchisme. On ne lui laissera pas même la faculté de faire des amendements. »

P.-J. Proudhon

hebdo n° 1397

du 5 au 11 mai 2005

TOP 2520

Sommaire



Le « non » anarchiste existe, par le Furet, page 5

L'abstention contre le **rêve parlementariste européen**, par Daniel, page 6

L'abstention à la mode des Beatles et de Pouget, par J. Monjot, page 7

Les à-côtés de **la lutte contre le cancer**, par J. Aubel, page 8

La droite chrétienne américaine dans tous ses états, par R. Greeman, page 9

Autour de **Jean-Paul... Sartre**, par P. Sommermeyer, page 11

Elle est libre!, par M.-V. Louis, page 12

Actualité autour de **Lucien Léger**, par J.-L. Ivani, page 14

Décroissance aussi pour les touristes, par T. Libertad, page 15

Jean-Marc Rouillan: dernière publication, par J.-P. Levaray, page 17

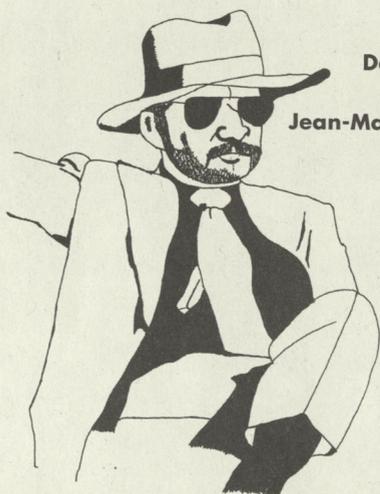
Pensées pour **Roland Lew**, par J.-J. Gandini, page 18

Fassbinder sous l'œil averti de H. Hurst, page 19

Serge Utgé-Royo en concert, par S. Briant, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



PREMIER MAI, fête du travail, mais pas celle des travailleurs, qui n'ont même plus le goût d'aller manifester, ou alors sont dégoûtés de l'attitude de leurs centrales syndicales qui, de journées d'actions en manifestations encadrées, en passant par les grèves avortées, ne défendent plus les intérêts des travailleurs. Il est symptomatique de voir que les grèves réussies sont, ces derniers mois, celles qui ont eu lieu dans des entreprises sans traditions syndicales, tel Carrefour.

Il faut dire que le monde du travail en prend un sacré coup dans la gueule ces temps-ci : jours fériés supprimés, taux de chômage en hausse malgré les divers tripatouillages dans les décomptes et dans les procédures de radiation, licenciements à tout va, restructurations, délocalisations, etc. Le patronat tient le haut du pavé, et les ouvriers ne sont pas prêts à le ramasser, ce pavé, pour le leur foutre dans la gueule. Nous vivons une époque réaliste, où l'utopie n'a plus sa place. Il suffit d'ouvrir son poste de télé-vision, son quotidien ou d'aller surfer sur la vague intergalactique du réseau des réseaux pour être transporté dans ce monde réel qui nous entoure si cruellement. Plus personne ou presque ne remet en cause la version qui nous est imposée de la réalité. Car il s'agit bien d'une construction virtuelle de la réalité, qui nous est présentée, passée au travers de l'idéologie dominante du libéralisme triomphant, qui, depuis la chute du Mur, s'impose comme la seule alternative politique réaliste. La misère, par exemple, nous est démontrée comme un mal inéluctable contre lequel les charognards qui nous gouvernent prennent des mesures, tels des croque-morts en manque de bière. La liberté d'entreprendre nous est présentée comme le stade ultime de la liberté, celle qui prédomine dans le traité constitutionnel. Les individus, eux, ne valent pas grand-chose face à l'entreprise, à tel point que des patrons soiffards n'hésitent plus à proposer à leurs ouvriers un reclassement en Slovaquie ou à Madagascar, pour quelques dizaines d'euros par mois, tandis que le patron de Carrefour se fait licencier avec une prime au départ de 32 millions d'euros. Tout cela est naturel, dans la culture hypnopédique que nous distillent les médias à la botte des capitaux financiers. Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Les pièges visibles et invisibles du référendum

Philippe Pelletier

EN TANT QU'INDIVIDU partie prenante d'une société, le vote ne me gêne pas quand il faut prendre une décision. Le consensus est certes à maints égards préférable, mais il n'est pas toujours commode. C'est la nature même du problème à résoudre, et de la situation, qui conditionne la modalité du choix décisionnel. En revanche, l'élection parlementaire prive l'individu de son pouvoir d'action et de contrôle, de sa souveraineté même. C'est pour cela qu'elle doit être remplacée par le mandatement impératif, précis et révocable à tous les niveaux de la vie économique, administrative et politique.

Cela dit, l'individu n'est ni omniscient, ni omnipotent, partout et sur tout. Serait-il possible d'être ainsi, à l'instar d'un quelconque dieu, qu'il faudrait le refuser car que faire d'un monde qui se transformerait en combat de Titans? D'où la solution du fédéralisme libertain qui ne se confond pas avec la subsidiarité sociale-démocrate ou chrétienne-démocrate, laquelle cantonne le citoyen dans des sphères de décision mineure.

Que dire alors du référendum? Certes, ce principe offre le mérite de la simplification: prononcer oui ou non, c'est plus aisé que d'avancer des arguments, écouter ceux des autres, trouver une solution, atteindre un compromis comme cela arrive bien souvent dans la vie quotidienne (couple, famille, groupe, association, équipe, etc.). En politique, il est en réalité beaucoup plus sorniois ou pervers. Il s'assimile bien souvent à un plébiscite au profit du tyranneau en place, à la recherche d'une légitimité facile. Il semblerait même que ce soit une spécialité française de Louis-Napoléon à Chirac... Sur le fond, c'est loin d'être la panacée: que penser d'un référendum sur la peine de mort, les sans-papiers, l'adoption des enfants par les homosexuels? Les résultats seraient désastreux...

Ce n'est pas qu'une position de principe théorique. On peut donner un exemple concret: une collègue anthropologue m'expliquait combien le nouveau statut de la

Nouvelle-Calédonie issu du référendum de 1998 - à la participation duquel des libéraux s'étaient d'ailleurs interrogés - avait provoqué l'apparition catastrophique d'une couche de dirigeants kanaks arrogants, déconnectés des tribus, se comportant comme des nouveaux riches. Dans une société où les logiques et les hiérarchies économiques sont inchangées, la mise en place d'un apparent progrès peut se transformer en impasse.

**Le référendum :
un résultat couru d'avance ?**

En fait, le choix de la solution référendaire et le thème concerné résultent moins, dans la société actuelle, de l'importance du sujet lui-même que du rapport de force politique, et politique. Les dirigeants connaissent la réponse qu'ils voudraient voir entériner par le bon peuple. Le prochain référendum sur l'Europe introduit néanmoins quelques nouveautés, pour le moins curieuses d'ailleurs. Il s'agirait d'adopter une Constitution, même si des juristes nous expliquent doctement qu'il s'agit en réalité d'un traité constitutionnel (pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué?).

Or cette expression de Constitution est abusive, affabulatrice même. Car le projet en question n'est même pas issu d'une assemblée constituante - laquelle répercuter un tant soit peu les opinions du peuple, sinon ses mandements impératifs comme lors de la Révolution française - mais d'un petit groupe techno-bureaucratique et politique présidé par un spécialiste de l'autocratie. Ce n'est pas un texte court regroupant des principes simples et fondateurs - à l'image de n'importe quel principe de base - mais une somme farineuse de sujets multiples et variés - dont certains nous disent qu'il ne s'agit finalement que d'un « règlement d'équipes de foot » (Giscard d'Estaing), d'un « règlement intérieur » (Michel Rocard) ou d'un « règlement de copropriété » (Jacques Delors). Elle suppose que tous les citoyens doivent lire ou lirent ses

448 articles, et ses centaines de pages... On peut d'ailleurs se demander combien de citoyens français connaissent la Constitution de la V^e République, et en quoi celle-ci est nécessaire pour vivre... Mais, chut, on touche du doigt un point politiquement – au sens noble du terme – sensible...

Si l'on a bien compris, l'adoption dudit Traité constitutionnel européen dépassera les traités antérieurs sur l'Union européenne, son rejet nous fera revenir aux traités antérieurs (Nice, lequel repose sur Maastricht, etc.). Donc, en fait, un cadre déjà tracé, et qui n'est amendable que sur les marges.

Il s'agit donc pour le peuple français – quoi qu'on pense du mot peuple, du mot français et de leur accouplement – non pas de se prononcer pour un texte compliqué, fourre-tout et qu'il n'aura pas lu, mais pour une idée : celle de l'unité contractuelle des peuples européens. Évidemment, certains politiciens se complaisent à résumer l'enjeu ainsi car cela dramatise la situation, cela empêche de faire des explications de texte, cela permet de maintenir le peuple dans l'ignorance, la superficialité et le culte de la peste émotionnelle. Du coup, le référendum revêt deux aspects : l'un beaucoup plus politique et l'autre symbolique.

Le symbolique et le politicien

Ne négligeons pas la symbolique, avec son sens éminemment synthétique. N'oublions pas que Pierre-Joseph Proudhon ou Rudolf Rocker (celui-ci dans les dernières pages de son ouvrage *Nationalisme et Culture* écrites au lendemain de la Seconde Guerre mondiale) réclamaient le premier des « États-Unis d'Europe », le second une « fédération des peuples européens » avec abolition des frontières. Certes, l'un comme l'autre l'envisageaient de concert avec le fédéralisme libertaire et la gestion économique directe, et dans la perspective d'une fédération universelle. Mais l'idée est là quand même, avec sa part d'utopie pour l'époque. Comme revendication de rupture de nos jours, on pourrait réclamer dans le même état d'esprit une Union euro-méditerranéenne qui rassemblerait les peuples situés autour de la Méditerranée, en attendant mieux !

Interrogeons-nous sur la dimension politique du « non » qui se profile. Il est présenté par la plupart de ses partisans comme un coup d'arrêt à l'Europe du capitalisme libéral, et il oscille entre deux pôles : un coup de grogne salutaire au minimum, un moyen de renverser la tendance au maximum. Passons sur le coup de grogne : cela peut faire du bien dans l'instant, se réjouir de la déconfiture des tenants du oui, avec leur arrogance et leur certitude de faire entériner des décisions prises d'avance. Mais l'instant sera bref, et pas forcément constructeur. Quelle est, en effet, l'alternative de ceux qui en appellent au « non », les Marie-George Buffet, Jean-Pierre Chevènement, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Charles Pasqua, Philippe de Villiers ?

Qu'ont fait tous ces anciens ministres quand ils étaient au pouvoir ? Qu'ont-ils fait au moment de la vraie bataille, celle de la défense du système de retraites par répartition ? Que vont-ils faire demain ?

Et que peut donner un conglomérat électoral qui va d'Olivier Besancenot à Jean-Marie Le Pen ? Non seulement il n'est nul besoin d'être expert en politique pour dire « pas grand-chose », mais il faut souligner qu'un tel amalgame est aussi porteur de dangers, comme il l'a d'ailleurs été aux premiers temps du fascisme historique. Apparemment hétéroclite, ce camp du « non » ne rassemble pas seulement les chômeurs, les miséreux, les déçus du socialisme et les idéalistes du néo-socialisme. Il cultive aussi les principes souverainistes, nationalitaires, corporatistes, poujadistes, post-fascistes même. Il veut protéger les chasses gardées d'une classe moyenne fragilisée, en mal de sécurité, ne sachant plus où aller idéologiquement parlant, prête à donner sa voix à l'un ou à l'autre (de Besancenot au premier tour des présidentielles de 2002, à Chirac au second tour) au gré de son humeur, croyant que celle-ci est le reflet de son nouvel individualisme alors qu'elle hérite d'une politique généralisée d'abaissement des idées...

Derrière la contestation du « libéralisme » se profile le soutien à l'autoritarisme de l'État, nostalgique pour les uns, relooké pour les autres, qui ont tous intérêt à cultiver la confusion. Dans la mesure où les vraies décisions – les économiques, celles des grandes entreprises et de l'État – ne sont pas dans les mains de ce conglomérat, même si certains aspirent à en récupérer les miettes économiques ou politiques, la situation deviendra particulièrement confuse et nébuleuse.

Un camarade hospitalier me disait, après la médiocre prestation télévisuelle de Chirac devant un parterre de djéun's made in Sofres, qu'il se demandait si Chirac lui-même ne

roulait pas pour le « non » tellement il était peu convaincant, et que cela nous promettait quelque chose de beaucoup plus dur. De fait, les récentes menaces de nous donner une Europe encore plus libérale si le « oui » l'emportait relèvent certes de l'agitation électorale. Mais elles pourraient aussi tracer le vrai programme pur et dur dont certains rêvent, notamment du côté des États-Unis, et qui serait appliqué sans référendum aucun... Au-delà de Chirac, ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que la gauche, celle du « non » pour le coup, aurait joué au pompier pyromane.

Comment croire à une gauche radicale qui sortirait renforcée du « non » ?

Le « non » au référendum sera-t-il même favorable à une gauche renouvelée, qui serait plus sociale et plus radicale ? Certes, faire la nique à un Parti socialiste qui, en deux décennies, nous a fait la démonstration cinglante de la corruption, du cynisme et de la gabegie dont est capable un pouvoir de gauche ne serait pas désagréable. Quant au rêve de ceux qui imaginent le faire éclater, laissons-le à qui-conque pense qu'un politicien ne cherche pas à se faire élire, et qu'il ne cherche pas à capter le ventre mou d'un grand parti seul susceptible de le faire arriver.

Mais croire qu'une autre gauche est possible, c'est se faire des illusions sur la nature même du socialisme parlementaire et de son corollaire historiquement nécessaire et récurrent, l'extrême gauche plus ou moins extraparlementaire. Celle-ci peut être généreuse, active à la base, sympathique, porteuse d'espoirs au côté de ceux qui luttent aussi. Mais aux moments cruciaux, elle apporte toujours son soutien, c'est-à-dire son bulletin de vote au moins, aux bureaucrates socialistes (elle peut même appeler à voter Chirac...), tout simplement parce qu'elle aussi reste dans une logique de délégation de pouvoir et de socialisme étatique. Enlevons même le mot socialisme, et il reste l'État ! Quant à croire qu'une gauche renouvelée sur la base du « non » déborderait la vieille gauche institutionnelle puis tout le reste, c'est tout simplement revenir au 10 mai 1981 quand certains, y compris moi, pensaient qu'on allait déborder Mitterrand sur sa gauche... J'en ris encore, mais jaune... Plusieurs d'entre nous ont déjà donné, mais la claque n'a pas un goût de revenons-y. Sans parler du fait que le rapport de force populaire était tout autre à l'époque, du moins a priori...

L'abstention au prochain référendum n'est pas la récitation à l'acte de foi ou d'un couplet qui se trouverait dans une improbable bible anarchiste. Ce n'est pas un désintérêt de la chose publique ou un haussement d'épaules. Ce n'est pas un retrait sur l'Avantin en dehors des actions du quotidien ou des luttes. C'est un choix politique pensé, explicable et légitime. Qui, sans excommunication aucune, n'empêche personne de faire ses choix et de voter, ou de ne pas voter. Ph. P.



Lettre ouverte

aux anarchistes abstentionnistes

VOUS AVEZ COMME MOI l'habitude de vous abstenir chaque fois qu'il nous est demandé d'aller glisser un bulletin dans l'urne. Vous avez remarqué comme moi que ce référendum sur le projet de Traité constitutionnel consistait à chercher notre assentiment sur des transformations d'ores et déjà en cours et dont on peut même dire qu'elles se poursuivront quelle que soit la réponse majoritaire le soir du 29 mai...

Vous êtes convaincus que nous n'avons rien à gagner avec ce projet de Traité constitutionnel, mais, abstentionnistes invétérés, vous ne voyez qu'une perte de temps dans le fait d'exprimer votre opinion... En êtes-vous vraiment convaincus? N'avez-vous pas l'habitude d'exprimer vos opinions? Ne serait-ce pas plutôt une aversion pathologique (mais ça se soigne) pour l'isoloir?

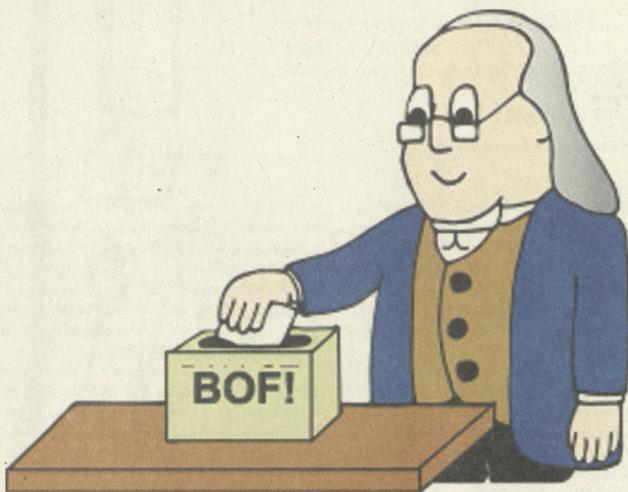
Vous êtes opposés à ce texte libéral, mais vous ne voulez pas que votre voix soit assimilable à celle des xénophobes de tous bords. Est-ce bien raisonnable? Si demain le non l'emporte, il est bien évident que tous les partisans du non ne seront pas des amis intimes. Ils auront seulement eu pour but commun de dire non à cette Europe. Et si un Le Pen ou un de Villiers tente de récupérer à son compte des voix, seuls ses supporters seront dupes.

Mais que se passera-t-il le 30 mai? On voit bien dès aujourd'hui, alors qu'une vingtaine de sondages consécutifs ont annoncé la victoire du non, que la panique gagne le camp du oui.

Bien sûr le oui peut encore l'emporter, la propagande (désormais appelée communication) va faire son œuvre, et on sait déjà qu'elle sera abondante. Pourtant les électeurs du PS étant encore majoritairement contre le libéralisme, les dirigeants « présidentiables » ont beaucoup à perdre à s'engager pour le oui. La droite n'est pas tellement moins divisée. Il n'est donc pas acquis que la manipulation des masses soit si simple, d'autant que l'enjeu ne passionne pas les foules.

On ne peut cependant pas exclure le fait que le 29 mai catalyse un mouvement de ras-le-bol, c'est d'ailleurs la crainte explicite de nombre de partisans du oui.

On peut aussi constater que le spectacle est d'ores et déjà amusant. On l'a vu par exemple avec la décision unilatérale d'aug-



menter les salaires des fonctionnaires alors que deux mois plus tôt il n'y avait pas un centime à accorder aux salaires dans le budget 2005. Qui est dupe? Cela montre bien que la rue est toujours capable de gagner... On entend aussi que beaucoup des partisans du oui déclarent avoir toujours pensé que tout se serait très bien passé sans référendum.

Vous avez remarqué qu'un certain nombre de syndicats ont mis l'action revendicative en sourdine, et c'est clairement pour cause de référendum. On voit bien cependant que l'arnaque du lundi de Pentecôte ne passe pas, et c'est une bonne nouvelle. Quel que soit le résultat le 29 mai, nous savons qu'il faudra lutter le 30! La question que je vous pose est: croyez-vous que les conditions de la lutte seront les mêmes selon que le oui ou le non l'emporte?

Et si le fait de voter non n'était pas différent d'une manifestation de rue? On le sait bien: quand la rue s'exprime dans une période électorale, elle est entendue. Sauf quand ce sont les lycéens et les sans-papiers qui manifestent... mais ils n'ont pas le droit de vote.

Que se passera-t-il donc le 30 mai si le non l'emporte? Ce non ne sera-t-il pas pour une bonne partie un rejet politique global? Ne mettra-t-il pas la « France d'en bas » en position de gagner quelque chose? Il est bien évident qu'il n'en faut pas tant pour trouver du grain à moudre. Que se passera-t-il donc si le

non l'emporte? Personne ne peut dire aujourd'hui qu'un mouvement social pourra se sentir plus fort... Le référendum aura alors été un moyen de manifester. Personne ne peut dire le contraire non plus. Et, d'ici là, pourriez-vous pas œuvrer dans le sens du mouvement?

Alors, camarades abstentionnistes, que ferez-vous le 30 mai? Que défendrez-vous dans les associations diverses et les syndicats auxquels vous participez et où vous êtes connus en tant qu'anarchistes? Allez-vous pratiquer le grand écart que vous critiquez tant chez les autres et chercher à profiter d'un mouvement que vous n'aurez pas voulu?

Ce mouvement n'est pas invraisemblable tout simplement parce qu'il faut se rappeler que la Commune de Paris, à laquelle participèrent nombre d'anarchistes, est partie d'un mouvement de révolte patriotique, suite à la défaite de Sedan. La question sociale s'est greffée dessus par la suite... Et l'expérience ne fut pas sans intérêt!

Je m'adresse amicalement à vous, camarades abstentionnistes, pour vous dire aujourd'hui que si le non l'emporte et qu'un mouvement se dessine auquel vous ne manquerez certainement pas de participer, je ne manquerais pas quant à moi de vous rappeler alors qu'elles étaient vos opinions quelques semaines auparavant.

Le Furet

Référendum

La misère du parlementarisme

Daniel

Daniel milite au groupe Gard-Vaucluse.

LE RÉFÉRENDUM sur le Traité de Constitution européenne (TCE) est surprenant par l'ampleur qu'il prend. Ce caractère inattendu a d'ailleurs pris de court bien des organisations sociales ou politiques (dont la Fédération anarchiste), pour des raisons diverses. La seule attitude possible pour nous tous serait-elle attentiste ou défensive ?

Il est certain que les tenants du « non » recouvrent un champ politique très hétéroclite, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Il est néanmoins certain que l'électorat manifeste un refus assez clair de l'Europe et du TCE. Mais la composition hétérogène de ces électeurs empêche d'imaginer que des lendemains qui chantent vraiment surgissent d'une éventuelle défaite des libéraux (PS et UMP).

Ceci d'autant plus qu'il y a une autre forme d'opposition ou de défiance du TCE, c'est l'abstention : pour l'instant, la moitié des électeurs ne sont pas disposés à se déplacer pour voter. On s'achemine peut-être vers une situation à l'espagnole. En février,

42,3 % des électeurs espagnols se sont exprimés sur le TCE. Parmi eux, 77 % ont voté « oui ». Et le quotidien *le Monde* du 22 février 2005, annonçait : « Nous nous inquiétons tous à propos de la participation en général. » « C'est un défi pour la démocratie », a indiqué la vice-présidente de la Commission Margot Wallström.

Il est possible de conclure que pour l'instant, si les opposants au TCE sont très actifs et majoritaires dans les intentions de vote, ils ne dressent que des barricades de papier. Sans lendemain pour ceux et celles qui aspirent à la révolution sociale, à l'autogestion, à une Europe des fédérations ou, beaucoup plus modestement, à l'abolition de l'injustice sociale. Car emprunter les voies classiques de la politique pour changer la vie est irréaliste et utopique.

Au-delà de ce constat dont *le Monde libertaire* a déjà souligné l'évidence, se pose le problème de l'implication des révolutionnaires anarchistes à cette campagne. Devons-nous courber l'échine dans cette campagne emmenée par les partis de gauche ? Au contraire. Il faut garder en mémoire que les ravages occasionnés par les dernières échéances électorales de ce pays étaient renforcés par l'idée que le mouvement populaire était impuissant à peser sur la réalité. L'élection présidentielle, avec Chirac et Le Pen, a administré un formidable coup de massue dans les esprits, et jusque dans nos rangs. Comment cette sinistre échéance politique pouvait-elle ne pas laisser de traces ? Les élections régionales de 2004 avec la victoire de la gauche aux régions – qui devait amener la démission de Raffarin, selon les politiciens de gauche – a aussi généré son lot de désolation. « Comment un gouvernement pouvait-il rester en place après une telle défaite électorale ? » se demandait l'électeur floué. Et, là aussi, le reflux suscité par le constat de surdité du pouvoir politique, l'absence de résultats significatifs issus d'un processus typiquement démocratique a conduit à une nouvelle série de mesures antisociales, de mouvements de protestation sans appuis vindicatifs. Les dernières manifestations massives de février et du 10 mars ne

contenaient pas une once de cette combativité sans laquelle nos démonstrations s'annoncent sans lendemain.

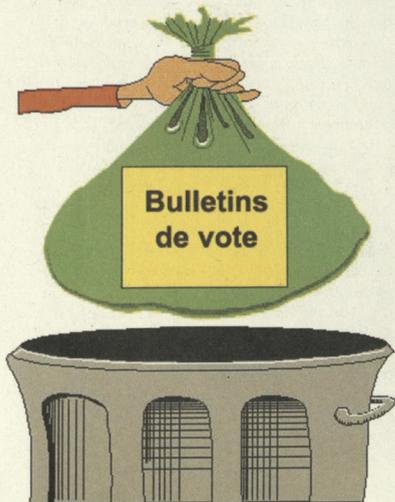
Selon les mêmes schémas, en cas de victoire du « oui », il y a beaucoup de possibilités qu'une désaffection généralisée des militants dans les syndicats, les associations, etc. se concrétise, parce que l'échec serait dur à supporter et pourrait en pousser beaucoup à renoncer à la lutte sociale. En cas de victoire du « non », cela renforcerait l'idée que voter suffit pour changer le cours de l'histoire... Et l'on aurait peut-être à faire face à un autre type de désertification militante.

Aussi, il est peu convaincant, selon moi, de participer à la campagne du « non » avec les formations électorales habituelles au prétexte par exemple que « parce les capitalistes votent oui, je vote non ». À cet énoncé lapidaire, il serait aussi facile et peu convaincant de répondre : « Puisque Le Pen répond non, je répond oui. » L'angle d'attaque est donc ailleurs. Nous ne pouvons pas cohabiter avec la fine fleur politicienne de la gauche et de l'extrême gauche dans une irréaliste participation à la campagne référendaire. Mais nous pouvons radicaliser le « non » en posant les bonnes questions.

Le parlementarisme n'est pas un rempart contre le capitalisme

Au vu des offensives répétées de l'ensemble des médias dominants, mais surtout des médias de service public et du président de la République en faveur du « oui » au référendum, il est certain que les règles démocratiques qui régissent ce pays sont à géométrie variable. La neutralité devant être de rigueur, elle est au service d'une seule cause. C'est une leçon à retenir et même à valoriser.

Mais, surtout, ce qui est frappant chez les partisans en vue du « non », c'est leur participation aux institutions européennes. Ils participent à la gestion et à la légitimité de cette institution européenne qui nous propose un traité antisocial et à l'orientation toujours capitaliste. Dénoncer le TCE et participer aux instances qui l'ont élaboré est d'une ambiguïté



toute parlementariste. Si siéger dans ces institutions ne permet pas d'inverser la tendance de façon significative, qu'y faire? La vieille théorie électorale du « mieux vaut y être pour avoir accès aux projets » ne tient pas.

La présence de ces parlementaires au Conseil de l'Europe a-t-elle empêché l'accouchement de cette Constitution contre laquelle ils font campagne aujourd'hui? Non. Pire, le TCE a été élaboré pendant des mois avant de nous être présenté. Cette élaboration était publique, et des personnes issues de « la société civile » (on aimerait bien savoir lesquelles d'ailleurs...) ont été sollicitées. Au vu du résultat, où étaient et à quoi servent ces euro-députés de gauche?

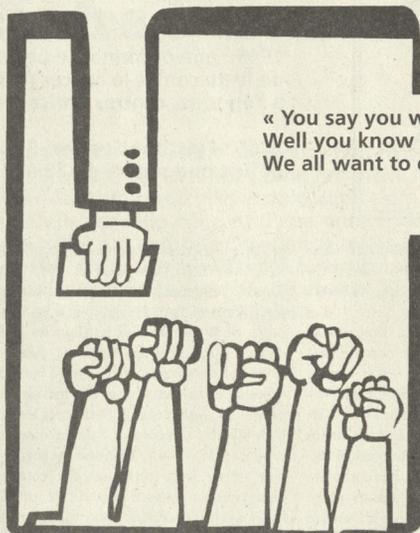
L'histoire de la directive Bolkestein est frappée du même sceau. Dans le cadre d'une série d'élaborations et de validations, cette directive est soumise au Parlement européen le 31 août 2004. Les communistes français principalement s'opposent au texte qui sera pourtant largement approuvé. C'est l'hebdomadaire Politis du... 5 mars 2005 qui le premier révélera à l'opinion publique ce que cache cette directive. Le quotidien communiste l'Humanité entame une campagne de presse le 8 juin seulement. Les élus français opposants ont participé à des commissions et des auditions contre la directive, sans succès. Pourquoi avoir attendu si longtemps pour nous prévenir? Pourquoi est-ce un journal qui ne dispose pas d'élus au Parlement européen qui a réagi en premier? Ou plutôt, pourquoi ces élus ont-ils tant attendu avant de nous livrer les informations pourtant en leur possession?

Au final, que le « oui » ou le « non » l'emporte, ce sont les élus et leurs partis politiques qui gagneront. Les députés en campagne aujourd'hui pour le « non » auront une importance qu'ils n'ont jamais eue à Bruxelles. Pourtant, s'il faut renégocier le traité, quels mécanismes institutionnels permettraient à la base de s'exprimer? Les élus eux-mêmes ont-ils déjà eu cette démarche de nous consulter? Ils exercent donc à leur échelle ce que les décideurs européens ont fait avec la directive Bolkestein, avec le TCE. Les choix faits en notre nom sont élaborés sans nous. Quant à l'efficacité des élus au Parlement, au moins sur ces questions, nous avons vu plus haut qu'elle était très discutée...

Alors, que l'on vote « non » ou que l'on s'abstienne, il n'y a plus qu'une chose à faire: répéter que le parlementarisme européen ne nous met pas à l'abri d'une Europe capitaliste et forteresse. Mieux, il en est une pièce maîtresse en lui donnant la caution démocratique nécessaire. Il nous dépossède de nos capacités de vigilance et de nos expressions puisque nous les confions à des élus qui ne réagissent pas toujours. Alors dénonçons cette Europe et ses finalités, ses institutions et ceux qui les servent. En ce sens peut-être, le « non » peut se radicaliser si nous le voulons: il n'a jamais été suffisant de voter pour faire changer le cours des choses. Alors luttons!

D.

Référendum : abstention



« You say you want a revolution.
Well you know
We all want to change the world. »

Les Beatles, 1968.

L'INSCRIPTION SUR UNE LISTE ELECTORALE est déjà un non-sens. Il devrait être évident pour un anarchiste de ne pas participer à la mascarade électorale, et que la société ne changera que quand les gens la changeront dans la réalité. Il n'y a pas à cautionner ce vote qui est une illusion de liberté. Ce référendum ne sera pas un « non » à l'État et au capitalisme. Il ne changera pas la politique européenne déjà inscrite dans le traité de Maastricht, avec une privatisation des services publics et sociaux (Sécu, retraites) contenue dans les ordonnances Juppé de 1996, que la gauche a préparées et mises en place comme la droite, et signée à Barcelone par Jospin et Chirac. Par ailleurs, le service public n'est pas synonyme de l'État, mais peut se réaliser dans la commune. D'autre part, ce référendum s'inscrit dans l'État qui l'organise, et donc un gouvernement et un parlementarisme, national ou européen, où le peuple abdique de sa souveraineté.

Ce n'est pas comparable, contrairement à ce que dit un article du *Monde libertaire*, à la démocratie directe à la base de la commune qui ne délègue aucun pouvoir à une personne ou à une institution. Si quelqu'un est désigné pour ses compétences sur un projet, le mandat est décidé en assemblée. C'est une assemblée générale où chacun s'exprime librement, dans une relation directe à l'autre. Le vote est à main levée, et non secret, chacun étant responsable de son choix et des conséquences pour l'autre, et a le droit de le dire dans la

liberté de conscience, sans attendre qu'un autre règle le problème à sa place. Quand une décision est prise, l'individu a le droit de ne pas participer au projet si ce n'est pas son idée, mais son intérêt particulier ne peut pas remettre en cause l'intérêt général qui, en réciproque, ne peut pas opprimer la liberté individuelle. La liberté a pour limite le respect d'autrui. C'est la libre association des individus entre eux.

Ce n'est pas une question d'orthodoxie, mais de cohérence. Le moyen doit être à l'image du but. L'Europe, et le monde, comme fédération des peuples et des communes, libres et autonomes, dans un socialisme libertaire autogéré par les travailleurs et les usagers, sera l'œuvre librement consentie des gens eux-mêmes par une action et un autre mode de vie et d'organisation venu d'eux. Il n'y a pas besoin de Constitution pour l'anarchie. Cela suppose un engagement libre et responsable des individus et, pour ça, la diffusion d'une culture politique, plus compliquée mais plus vivante que voter passivement.

« Le jour où le populo ne sera plus emmiellé, c'est le jour où patrons, gouvernants, raticheux, joueurs et autres sangsues têteront les pissenlits par la racine.

Et, en ce jour, le soleil luira pour tous et pour tous la table sera mise. » (Émile Pouget).

Jean Monjat
FA individuel, Paris

Panier de crabes dans le cancer



1945 : une ordonnance permet la création des premiers centres de lutte contre le cancer (CLCC) appelés improprement, à l'époque, centres anticancéreux.

2005 : l'institut Gustave-Roussy (IGR) à Villejuif annonce un déficit budgétaire de 26 millions d'euros.

LES QUELQUES DERNIÈRES DÉCENNIES sont marquées par de nombreuses luttes du personnel qui, en même temps que sa détermination, a toujours montré son attachement à cette institution. Doté d'une convention collective spécifique comme dix-neuf autres centres en France, l'IGR est un établissement privé à but non lucratif qui participe au service hospitalier public, et il a en commun avec les autres centres de santé d'avoir connu des restrictions budgétaires traduites par des fermetures de lits, des compressions de personnel jusqu'à un premier point d'orgue qui fut la fermeture de son annexe de Lagrange à Savigny-le-Temple (77).

Dès cette époque, des discours rassurants, aux méandres des concertations et aux chaussetrapes des promesses, rien n'a été épargné aux salariés, un plan social forcément bancal a accompagné la fermeture de l'établissement et un nombre important d'employés et de cadres a été rapatrié sur Villejuif.

Cet épisode tragique pour certains devait permettre, selon la direction fraîchement désignée par le ministère, de sauver l'institut.

Un an plus tard, la fédération patronale dénonçait la convention collective du personnel non médical (c'est-à-dire hors les médecins) pour permettre de pérenniser les centres (disait-elle).

Malgré une lutte âpre d'une année entière où les organisations syndicales et le personnel se sont opposés au projet en multipliant actions et manifestations, les patrons signaient avec la seule CFDT (représentative officiellement mais absente de la presque totalité des centres) un texte qui non seulement introduisait les méthodes les plus réactionnaires de management mais permettait une baisse des grilles salariales de 30 à 40 %. En son temps, la très progressiste Martine Aubry avait agréé sans état d'âme la nouvelle convention. Les salaires furent depuis ce temps quasiment bloqués ; les primes différentielles appliquées pour s'adapter aux nouvelles dispositions, les rémunérations absorbant presque toutes les augmentations.

C'est à ce moment, nonobstant ce cadre de gestion, à faire pâler d'envie un militant du Medef, que la direction de l'IGR annonce un déficit cumulé de 26 millions d'euros. Après le

gel de postes, les fermetures de lits, les non-remplacements, j'en passe et des pires, le comité d'entreprise fut informé de la mise en place d'un « plan d'économie » et, dans ce cadre, de la volonté d'externaliser les secteurs de l'alimentation et de l'hôtellerie, c'est-à-dire la vente à des sociétés extérieures, à but lucratif celles-là, de la restauration des malades et du personnel, également l'entretien des locaux, et bien sûr des chambres. Ce choix d'organisation, c'est la volonté d'introduire dans le secteur de la Santé publique des entreprises commerciales cotées en Bourse ou, dit autrement, à livrer l'hospitalisation à la spéculation.

La réaction ne s'est pas fait attendre, les salariés des secteurs concernés se sont rapidement mobilisés et radicalisés. Les visites organisées par la direction pour présenter les locaux aux sociétés candidates à l'achat se sont effectuées dans des conditions de plus en plus difficiles, compte tenu des manifestations d'opposition où les employés se sont retrouvés de plus en plus nombreux au fil des visites, empêchant pour finir l'accès aux marchands de soupe.

Depuis, il ne s'est pas passé une journée qui n'apporte sa part d'événements. La circulation devient de plus en plus problématique pour les cadres de direction ; les rapports sont de plus en plus tendus, et le temps va sembler bien long à tout le monde jusqu'à la fin juin, date à laquelle la direction annoncera son choix définitif. Nous entendons que ce soit l'abandon du projet. Une intersyndicale (CGT-SUD-FO-CGC) s'est constituée pour combattre ces mesures qui concernent notamment deux services mais qui sont le préambule d'un futur inquiétant pour l'ensemble de l'établissement. Cette intersyndicale a donné le 18 avril dernier une conférence de presse qui se déroula à l'extérieur du bâtiment, du fait de l'interdiction de la direction. Les médias que nous avions trouvés si absents durant les luttes précédentes ont répondu en nombre à l'invitation. Il faut dire que « le premier centre européen de lutte contre le cancer au bord du gouffre en plein "plan cancer" » ça questionne quelque part, comme dirait l'autre.

Alors, on a beaucoup parlé, et en détail parfois, de cette situation. D'où vient ce déficit ?

Le directeur Thomas Tursz, acceptant pour lui-même de recevoir quelques journalistes, explique que le coût des médicaments, les activités innovantes, la spécificité de l'établissement justifient cette situation. De plus, l'originalité de l'IGR et l'accueil de malades souvent « lourds » nécessitant de gros traitements ne sont pas toujours pris en compte.

Tous ces arguments sont certainement incontestables et méritent que nos tutelles y prêtent attention ; d'ailleurs, le 21 avril, la direction annonce au comité d'entreprise que des aides supplémentaires ont permis de réduire le déficit à 12 millions d'euros. Étonnant non ? Pourtant, malgré ces évolutions aussi rapides que spectaculaires de la situation, il est toujours question d'externalisations, et le personnel s'y oppose toujours.

Il faut dire que les salariés ne sont pas persuadés d'avoir à supporter les économies à réaliser quand il leur semble que les efforts sont mal partagés. Nous savons que les salaires de direction sont confortablement arrondis (bien au-delà des dispositions de la convention collective si attentive aux risques de dérapages salariaux), que les frais de réception ne suivent pas les mêmes obligations d'économies que nos salaires.

Les élus du comité d'entreprise ont déclenché un droit d'alerte pour vérifier les justifications du plan d'économie. Une expertise pourrait permettre d'analyser avec clarté les problèmes budgétaires de l'entreprise. Malheureusement, le secrétaire général a annoncé aujourd'hui aux élus du CE que la mission définitive par eux n'est pas réalisable. On risque donc de ne pas en savoir plus sur les comptes de la maison. Il faudra faire confiance et accepter les décisions qui s'imposeront. Il y en a pourtant un qui continue à ne pas faire confiance, c'est M. Douste-Blazy, le ministre soi-même, qui a déclaré : « Je veux bien qu'on parle de l'IGR, des moyens accordés aux hôpitaux, mais il faut une transparence totale. Que personne ne me fasse de leçons de gestion ou alors qu'on me montre les comptes. » Un ministre, tout de même, c'est pas un pue-la-sueur.

Jean Aubel

groupe Pierre-Besnard

États-Unis

Une guerre contre la rationalité

La campagne d'hystérie religieuse lancée pour « sauver » Terri Schiavo, l'infortunée jeune femme maintenue contre ses vœux dans un coma irréversible depuis dix-huit ans, n'est que le dernier épisode délirant d'une guerre menée contre la rationalité par la droite chrétienne au pouvoir aux États-Unis. En effet, depuis la mince victoire électorale de George W. Bush en 2004, l'Amérique semble de plus en plus aux prises avec une psychose de type « religieux ».

Richard Greeman

PARTOUT, la rationalité et la science sont assié- gées par la superstition et la pensée magique. Parallèlement, le mensonge officiel médiatisé investit la place de la réalité objective dans le discours politique et les médias.

Psychologie politique

Qu'est-ce que la psychologie politique peut nous apprendre sur l'étiologie, la dynamique et l'éventuelle résolution de cette psychose sociale? Si on regarde la société américaine selon le modèle appliqué aux familles de type « abusives », on constate que le grand obstacle que rencontre l'observateur est le « déni psychologique » dans lequel vivent les sujets – qu'ils soient « victimes » ou « abuseurs ». C'est la fameuse histoire de l'éléphant dans le salon dont personne ne parle. Que la pathologie prenne la forme de l'inceste, de l'alcoolisme, de la kleptomanie, du jeu ou de la violence, les membres de la famille affectée, dans notre cas de la société affectée, se trouvent intimidés par le parent abuseur et deviennent ses complices dans le déni. Ils finissent par rentrer dans son délire, accepter ses « rationalisations », et vivre dans sa pseudo réalité oppressive. Pour rester lucide et objectif, l'observateur doit évidemment se placer à l'extérieur du délire, mais cela ne suffit pas. Nous avons même à nous demander si notre propre méfiance vis-à-vis de formes d'analyse systématiques comme la psychanalyse et le marxisme ne relève pas de cette complicité dans le déni.

Car la psychologie politique doit aussi comprendre les symptômes comme faisant

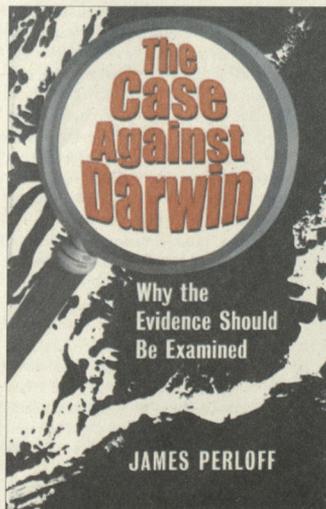
partie d'un ensemble, d'un système psychotique dont il faut découvrir les contradictions internes.

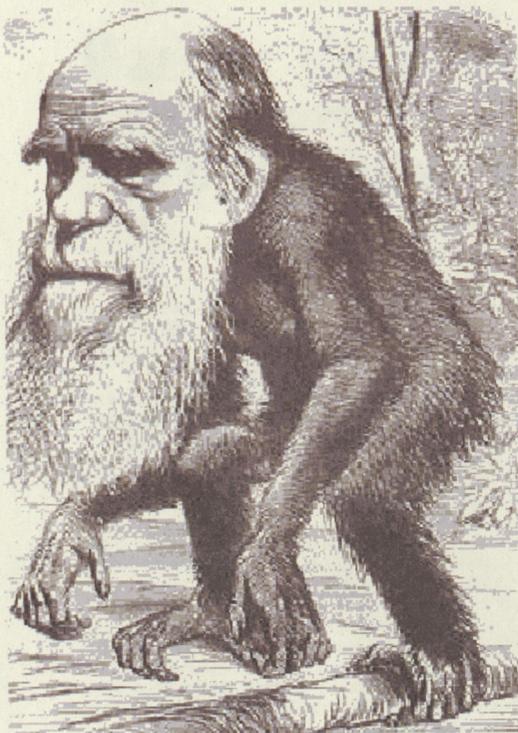
Évidemment, l'analyse, la raison et l'esprit critique sont des ennemis mortels de tout système psychotique, et l'abuseur doit à tout prix les délégitimer.

Ainsi, la vague de déraison qui déferle sur la société américaine contemporaine affecte la vie religieuse, politique et même scientifique. Le dernier épisode délirant – celui d'une femme morte-vivante que le régime intégriste de Washington voulait à tout prix nourrir par tube alors qu'il enlève les crédits pour la nourriture des enfants pauvres – a fini par faire scandale en Europe. Mais elle est loin d'être isolée. La même semaine, la presse américaine rapporte bien d'autres symptômes aussi inquiétants de ce délire politico-religieux. En voici quelques-unes que je soumetts à l'analyse psycho-politique dans cette série.

Apocalypse Now

Commençons par la *New York Review of Books* du 24 mars. Là, le vénérable journaliste de la TV Bill Moyers examine la portée des livres les plus vendus aux États-Unis – les douze romans de la série apocalyptique « Left Behind » (Laissés derrière). L'auteur, Tim La Haye, est un militant de droite qui fonda avec le télévangéliste Jerry Falwell un puissant lobby, La Majorité morale. Ses romans futuristes racontent les « derniers jours » de la Terre: son Apocalypse arrivera quand les juifs auront repris toutes les Terres bibliques. Alors, les légions de l'Antéchrist donneront bataille à





Armageddon, le Christ descendra pour le jugement et les croyants (ses lecteurs) monteront au ciel d'où ils verront leurs adversaires politiques et religieux affligés de pestes et d'afflictions. Repris par les sectes chrétiennes fondamentalistes et par des républicains autour de Bush, ce scénario hallucinant sert de trame à la politique du régime. On parle communément d'un « conflit entre civilisations » entre la démocratie américaine et l'islam politique, mais il s'agit plutôt d'un conflit entre intégrismes, car le christianisme politique de Bush et le judaïsme de Sharon valent bien l'islamisme des ayatollahs.

Par rapport au Moyen-Orient, la droite chrétienne, traditionnellement antisémite, soutient maintenant l'État juif. Naguère, les chevaliers chrétiens du Klu Klux Klan lynchaient indifféremment « nègres » et « youpins ». Aujourd'hui, ils font bloc avec le lobby sioniste et le lobby pétrolier au Congrès, alors que l'influent sénateur Lieberman, démocrate et sioniste, s'associe ouvertement avec les sectes fondamentalistes chrétiennes. Dans leur abracadabrante scénario religio-politique, Israël va terrasser l'Antéchrist arabo-musulman alors que Bush et sa clique s'accaparent profitablement les réserves de pétrole du Malin... En ce qui concerne l'environnement, les républicains chrétiens-libéraux appliquent la même « logique » téléologique. Inutile de sauvegar-

der le patrimoine naturel, les « Derniers jours » arrivent. Ainsi, le gouvernement ouvre les forêts ancestrales des parcs nationaux à la coupe pour enrichir leurs amis du lobby forestier, supprime les restrictions sur la pollution pour enrichir les milliardaires de l'automobile et du charbon et proposent les vastes terres vierges d'Alaska à la cupidité de l'industrie pétrolière.

« La terre, est-elle plate ? »

Or, comme la science et la rationalité condamnent ces exigences économiques et géopolitiques du capitalisme américain, on fait la guerre à la science et la rationalité en

lâchant la bride à la folie superstitieuse. Ainsi, dans le *New York Times* du 19 mars, on apprend que des cinémas Imax (écrans en trois dimensions dont certains installés dans des musées de sciences) refuseront de montrer des films documentaires qui parlent d'évolution, du Big Bang ou de la géologie de la Terre contredisant ainsi les descriptions bibliques de la création — de peur d'attirer des protestations des chrétiens fondamentalistes. Déjà, dans un grand nombre d'États fédéraux, on impose aux professeurs du secondaire de présenter l'évolution comme « seulement une théorie » et d'enseigner à côté la « science créationniste » et le « dessein intelligent » : la complexité de la nature comme « preuve » d'une Intelligence divine créatrice. Même la revue distinguée *National Geographic* a suivi le mouvement avec un numéro titré « Darwin se trompa-t-il ? », ce qui provoqua une parodie « poisson d'avril » dans le dernier numéro du *Scientific American* avec comme articles : « La terre est-elle plate ? », « Le mythe de l'atome » et « Ignorons le CO₂ ».

Hélas, la fausse science prônée par le gouvernement n'est pas une mauvaise blague, car elle lui permet de rejeter comme « non prouvés » les rapports publiés par des instances scientifiques et par sa propre administration de la protection de l'environnement (EPA) afin de réviser les statuts concernant la pollution en

faveur des industries concernées. Elle justifie aussi la censure de la pensée médicale en interdisant au personnel de toutes les institutions qu'il finance (y compris à l'étranger) de parler d'IVG ou de contraception. Enfin, le fanatisme violent des terroristes « chrétiens » n'est pas une plaisanterie pour ses victimes humaines : médecins pratiquant l'IVG assassinés impunément, cliniques attaquées à la bombe impunément, le vieux petit juge de Floride, pieux chrétien, menacé de mort par les intégristes pour avoir enfin permis à la jeune femme de mourir après dix-huit ans de procédures. Curieusement, la police ferme les yeux devant ces manifestations de terrorisme chrétien. Pourtant, c'est un terroriste chrétien, pas un arabe, qui a placé la bombe au Fédéral Building d'Oklahoma City qui a fait plus de 600 morts quelques années avant l'attaque islamiste des Deux Tours qui en a fait 3 000.

Une campagne qui a foiré

Mais la campagne pour « sauver » Terri Schiavo a foiré. Espérant gagner une bataille contre la rationalité en exploitant le drame de Floride, les intégristes de tout poil ont suscité une vague d'hystérie « religieuse » au nom du droit à la « vie » artificielle et végétative. En tête, le Texan George W. Bush, qui se dit « personnellement sauvé par Jésus Christ » secondé par son frère Jeb Bush, gouverneur de Floride et président-désigné pour 2008, qui s'ingère dans l'affaire Schiavo depuis des années. Ces deux chevaliers chrétiens étaient soutenus par les chefs du Congrès, par tous les télévangélistes fondamentalistes des États-Unis ainsi que par le Polonais mort-vivant Karol Wojtyła, grand ayatollah de la secte autoproclamée « catholique et apostolique et romaine » dont l'Europe toute chrétienne a célébré les obsèques dans une orgie de religiosité malsaine. Or, malgré la complexité des médias et des démocrates au Congrès qui votèrent une loi d'exception pour « sauver » la femme morte-vivante, le public américain ne s'est pas laissé berné. Selon le sondage CBS du 23 mars, 82 % des Américains s'opposent à ces interventions et 74 % n'y voient qu'une manœuvre politique opportuniste. L'hystérie religieuse déchainée par le gouvernement a donc été mise en échec par la rationalité des citoyens. Pourtant, 80 à 90 % des Américains s'identifient comme pratiquants ou croyants. Comment expliquer ce paradoxe ? R.G.

Contact : rgreeman@laposte.net
www.richardgreeman.org

Bon anniversaire Jean-Paul !

Oh, tu sais, moi en dehors de Jean-Sol Partre, je ne lis pas grand-chose.

Boris Vian, *l'Écume des jours*

VOUS N'ÊTES PAS sans vous être aperçu de la célébration il y a quelques semaines du centenaire de la naissance de Jean-Paul Sartre. Quand j'ai parlé de mon intention de faire cet article à un ami, anarchiste de longue date, il m'a dit à quel point, à son avis, le courant anarchiste avait perdu de ne pas s'être penché sur la philosophie existentialiste au moment où elle prenait son essor. Pour lui, les anarchistes étaient passés à côté de quelque chose d'important. J'avoue que pour moi cette importance m'échappe. Je n'ai pas de formation philosophique. Je suis peu réceptif à ce genre de spéculations. Donc mon propos prendra une autre direction. Pour moi, Jean-Paul Sartre s'est illustré dans l'actualité politique par les positions qu'il prenait. Courageuses, probablement, compte tenu de l'époque, lucides, pas à mon avis.

Dans le numéro spécial de *Libération*, un auteur, chinois, décrit bien l'ambiguïté de celui que Giscard appelait « maître » et que de Gaulle, refusant de le poursuivre devant les tribunaux, comparait à Voltaire :

« En 1978 la position antiautoritaire de Sartre plaisait naturellement aux jeunes Chinois. Dans un environnement où il fallait obéir, Sartre était pris comme un symbole de désobéissance, un drapeau de la pensée. [...] La Chine dans son regard (celui de Sartre, ndlr) était celle de Mao Zedong. Le seul Chinois à ses yeux était Mao Zedong. »

Pendant toute sa vie politique, Jean-Paul Sartre a balancé entre ces deux situations. Si à la fin de sa vie il participe à la création de *Libération*, il a peu de temps auparavant vendu à la criée la *Cause du peuple* avec la gueule de Mao en médaillon, ce qui ne lui posait aucun problème.

Après un bref passage en politique à son compte de 1948 à 1949, au sein d'un petit parti de gauche, il entame un rapprochement étonnant vers le Parti communiste, alors que la vérité commence à se faire jour en France à propos du goulag avec le procès intenté contre David Rousset par le PC pour calomnie ainsi que celui intenté par Victor Kravchenko, un apparatchik russe évadé, contre l'hebdomadaire culturel communiste *Les Lettres françaises*.

Socialisme ou Barbarie, dans un long texte paru en août 1953, intitulé

« Sartre, le stalinisme et les ouvriers », démonte l'argumentaire de Sartre tel qu'il apparaît dans « Les communistes et la paix », série d'articles parus en 1952 dans les *Temps modernes*. On pourra lire sous la plume du penseur existentialiste des choses comme : « Si la classe ouvrière veut se détacher du Parti, elle ne dispose que d'un moyen : tomber en poussière. »

Il faudra l'insurrection de Budapest en 1956 pour qu'il rompe avec le Parti communiste. La condamnation sans appel de l'URSS telle qu'il l'exprime dans un article paru alors dans *l'Express* ne l'empêche pas d'avoir un jugement surprenant à propos de la situation de ce pays.

Il estime qu'à ce moment-là « l'URSS avait réussi le "socialisme en un seul pays", chez elle », et que son erreur était d'avoir voulu « rééditer plusieurs "socialismes en un seul pays" ». Un peu plus loin, Sartre reconnaît le besoin de démocratisation des pays satellites. Voici comment il la conçoit : « La démocratisation est une chose qui ne peut tenir que dans une révision complète des rapports de l'Union soviétique avec ses satellites. Cette démocratisation ne peut être réalisée que dans une organisation des pays satellites conçue en fonction de leurs intérêts propres plus que de ceux de l'URSS. [...] Cette union de tous les pays du

mouvement socialiste s'effectuerait sous la direction de l'URSS. »

Comme on peut le voir, la critique du système soviétique faite par *Socialisme ou Barbarie* lui passe loin au-dessus de la tête. S'il rompt avec le PC, il ne modifie pas son opinion sur le pays du socialisme réel.

En 1973, il répond à une interview du journal branché de l'époque, *Actuel*, à propos de sa conception de la révolution. « La révolution, dit-il, implique la violence et l'existence d'un parti plus radical qui s'impose au détriment d'autres groupes plus conciliants. [...] Il est inévitable que le parti révolutionnaire en vienne à frapper également certains de ses membres. Je crois qu'il y a là une nécessité historique à laquelle nous ne pouvons rien. » Le journaliste d'*Actuel* semble un peu interloqué et demande alors : « Faut-il en prendre si facilement son parti ? On peut se poser le problème avant la révolution et chercher à échapper à cette nécessité. »

Sartre a alors cette réponse merveilleuse : « Cela ne servirait pas à grand-chose. Tout au plus peut-il se trouver des héros qui soient capables d'intervenir pour faire respecter le débat démocratique. On ne peut rien dire ni souhaiter de plus. » À la fin de cet article, je ne peux m'empêcher de penser à un autre intellectuel que beaucoup estiment énormément :

Heidegger. Ceux qui y font référence sont toujours obligés de réfléchir à sa complicité avec le régime nazi. Cette nécessité n'a pas lieu d'être semble-t-il pour Sartre, comme si sa pensée philosophique était autonome par rapport à sa pensée politique.

Aujourd'hui encore, quand vous déclarez publiquement que vous êtes anarchiste, il y a toujours quelqu'un qui vous pose une question sur les attentats d'il y a un siècle. Si vous vous dites communiste ou trotskyste, personne n'aura le mauvais goût de vous parler du goulag ou de Cronstadt. Il vaut mieux avoir fait disparaître des millions de personnes au nom de la révolution que d'avoir posé quelques bombinettes artisanales et tiré quelques coups de revolver par désespoir devant les meurtres de ses amis.

Pierre Sommermeyer
ps@plusloin.org





Elle est femme, elle est travestie, elle est transsexuelle, elle est bi, elle est homme
Elle est écolière, paysanne, ouvrière, employée, actrice, modèle, étudiante
Elle est toute petite, adolescente, célibataire, mariée, veuve, divorcée
Elle est à la maison, cherche un emploi, devrait être à la retraite
Elle est jaune, elle est noire, elle est blanche, elle est crème
Elle n'a jamais fait de mal à personne
Elle vit.

Elle a entendu : arrête de poser des questions, pense aux autres, fais ce que je te dis
Elle s'annule, elle est triste, souvent désespérée, voit mal son avenir, pense en rose
Elle a appris la modestie, le respect, l'autorité, l'obéissance, le sacrifice, le silence
Elle imagine, sans trop y croire, qu'elle pourrait vivre chez les riches

Elle pense, imagine, espère que ce sera mieux ailleurs
Elle est lucide, elle est inquiète, angoissée
Elle espère.

Elle est remarquée, repérée, amadouée, racolée, séduite, embarquée, vendue; elle part
Elle est trimbalée, en avion — classe affaires —, en charter — prix groupés — en train, à pied
Elle ne sait pas où elle va, sait à peine où elle est, s'en remet aux passeurs, cher payés

Elle a contrat, visa, promesses, n'a rien du tout — un bout de papier — le plus souvent
Elle traverse les frontières, la tête haute ou sous une bâche

Elle ignore son sort, son avenir, donne son passeport
Elle vit le piège.

Elle est volée, battue, baladée, violée, isolée, surveillée, conditionnée, dressée, initiée
Elle pense à sa famille, qui, si elle savait, la bannirait, la plaindrait, l'aiderait peut-être

Elle est essayée, refusée, acceptée, en stand-by, en premier, deuxième choix
Elle change d'adresse, de milieu, d'identité, de pays, de sexe, d'apparence

Elle est sur catalogue, mesurée, épinglée, interrogée, classée, triée
Elle s'effondre, se vide, se bloque, se blinde
Elle résiste, en vain.

Elle est maquillée, grimée, fardée, siliconée, retravaillée, ou « nature » pour les amateurs
Elle met perruques, guêpières, strings, jarretelles, talons hauts, est nue en plein hiver

Elle est bon chic, bon genre, met ses outils de travail : jeans-teeshirts-baskets
Elle est relaquée, soupesée, réévaluée, améliorée
Elle apprend les mots nécessaires
Elle a un numéro autour du cou

Elle devient autre.
Elle est fille soumise, fille publique, fille en carte, fille de joie, fille de rien, fille tout court
Elle est en quête d'hommes, n'importe lesquels, en a besoin; c'est son gagne-pain

Elle est la cible des canettes, des injures, des jugements, des regards, du mépris
Elle est femme de mauvaise vie, femme à soldat, femme de réconfort

Elle est appelée sale pute, chienne, poubelle, paillasse

Elle est une personne, une femme, mais qui le pense
Elle a peur.

Elle donne ses tarifs, tente de négocier, attend le verdict, la concurrence est rude
Elle est prise pour une passe, une nuit, et plus, si paiement comptant à l'avance

Elle doit y mettre du sien, avoir le corps à l'ouvrage, se faire une clientèle
Elle fait ce qu'on lui dit, parle ou se tait, c'est selon; elle rigole, des fois

Elle apprend les ruses, les trucs bidon, les bobards
Elle est utilisée, fonction, service, usage
Elle sait y faire.

Elle est sous les ordres d'une frappe, un gros dur, un petit mec, un proxo, fiers de l'être
Elle met ses espoirs dans un coin de sa tête, les oublie, ne sait plus où ils sont

Elle est menacée d'abattage, baisse la tête, s'excuse, promet de mieux faire
Elle perd la notion du temps, est coupée du monde, ne se cache plus

Elle a envie de vomir, elle est terrorisée, elle est tétanisée
Elle est accusée de tous les maux, a toujours tort
Elle obéit.

Elle est la main qui lave les sexes, les petits, les gros, les moches, les sales, les malades
Elle doit supporter l'haléine, la transpiration, la laideur, le contact, la peau des autres

Elle cache ses répugnances, ses règles, son épistomie, les cicatrices, son sexe à vif
Elle a à ouvrir la bouche, son vagin, son cul; elle suce, lèche, avale

Elle se tape les magistrats, les alcoolos, les violeurs
Elle en prend plein la gueule
Elle vide les mecs.

Elle est nourrie, logée, cloîtrée; elle a une alarme, un minuteur, une douche intégrée
Elle a son appartement, son studio, sa camionnette avec télé, son bout de trottoir

Elle est embauchée par les salons de massages, les cabarets, les bars montants
Elle est intéressée aux bénéfices, économise, rembourse ses dettes

Elle est au registre du commerce, paie ses impôts
Elle a sa part, dépense tout, et même plus
Elle gagne sa vie.

Elle est colis, échantillon, créneau, branche, segment, en attendant le discount
Elle est en franchise, régulée, recyclée, attraction, service, bientôt industrie

Elle fait marcher le tourisme, la pub, relance l'économie, augmente le PIB
Elle est avoir, transaction, retour sur investissement, gestion de flux

Elle ne possède rien en propre, est taxée, à l'amende
Elle fait vivre les siens, les gérants, les vendeurs
Elle rapporte.

Elle fait pleurer dans les chaumières, est tolérée par les bourgeois qui ont l'esprit large
Elle est l'objet d'analyses, de débats, de colloques, de politiques, de controverses
Elle est phénomène, symptôme, facteur, symbole,

Elle est libre



Marie-Victoire Louis



syndrome, transfert, tabou
Elle fait rire les animateurs, les humoristes, les mecs de gauche
Elle est filon pour les médias
Elle a des fois des copines
Elle est seule.

Elle est fatiguée, irritée, marquée, usée, dépréciée, vieille à 30 ans, elle est à bout, à cran
Elle n'a pas la Sécu, craint les papiers, les remarques, les questions, les touchers

Elle a mal, elle souffre, elle est en manque, elle est contaminée, elle contamine
Elle est réparée, fonctionnelle, bonne à l'emploi, jusqu'à la prochaine

Elle connaît les risques, passe des tests, toujours à refaire
Elle a la carte vitale; elle est soignée, elle guérit
Elle est mal.

Elle est accessible par carte bleue; elle est connectée, en accès illimité, en live, en direct
Elle a des menottes, des fouets, des cagoules, des poires à lavement, des colliers de fer

Elle est trouvable dans : « grosse poitrine », « nymphette », « exotique », « perverse »
Elle fait éjaculer des mecs par téléphone
Elle est même payée pour ça

Elle est accessible 24 heures sur 24, inédite et même exclusive
Elle est reconnaissable par sa prof, son voisin, la boulangère

Elle est sur Internet.
Elle a un sexe dans la bouche, un pieu dans le vagin, l'anus éclaté, la main y est passée
Elle est dans une « bibliothèque », « nouveau modèle », « victime du mois »

Elle crie, elle hurle, est empalée; elle aime ça, elle dit : encore
Elle assouvit, elle exécute les fantasmes, des autres
Elle est attachée, bâillonnée, pendue, éclaboussée

Elle a les jambes en l'air, dégoûline de sperme
Elle endure.
Elle aimerait travailler, avoir un mec à elle, rien qu'à elle, des enfants, hors de là

Elle pourrait dire aux hommes le mépris, la souffrance, le mal qu'ils lui font
Elle attend une relation, une écoute, une réponse, du respect, de l'espoir

Elle aimerait dénoncer ce qu'elle endure, dire ce qu'on a fait d'elle
Elle espère des solutions, de la reconnaissance
Elle croit encore un peu au Père Noël
Elle voudrait tant une autre vie.

Elle ne respecte pas le code de la route, la législation du travail, les lois sur l'émigration
Elle est poursuivie pour atteinte aux mœurs, incitation à la débauche, vol à l'entolage
Elle trouble l'ordre public, est accusée de tapage nocturne, ivresse, violences

Elle est condamnée pour vagabondage, à nouveau, pour racolage
Elle est tutoyée, embarquée, fichée, dénichée, inculpée
Elle ressort contre une passe, doit dire merci

Elle est la cible du code pénal.
Elle dépose plainte, morte de trouille, pense aux menaces, aux repréailles, à se cacher
Elle a un avocat, débordé, la routine, elle est cornaquée, mais doit lâcher le morceau

Elle assiste au procès qu'elle croyait sien, ne comprend rien, ne parle pas
Elle ne reçoit pas d'excuse, de réparation, de dommages et intérêts
Elle est reconnue victime, a des papiers, croit à la fin du calvaire
Elle cherche de l'aide, est conseillée, mais qu'y faire?
Elle en reprend.

Elle se dit : « j'ai pas eu de chance », « j'aurais pas dû », « si j'avais su », « quelle conne j'étais »
Elle est fournie en préservatifs, lubrifiants, seringues, café chaud et petits gâteaux
Elle tient bon, n'a pas le choix, ne connaît plus que ça, dit ce qu'a rapporté
Elle est enceinte, continue — il y a un créneau —, elle avorte, elle accouche

Elle est soumise au règlement, aux cadences, au rendement, aux tarifs
Elle fait de la figuration, joue son rôle; il en faut, c'est normal
Elle défend le métier.

Elle est expulsée, menottée, renvoyée, ne sait que faire, quoi dire, que répondre
Elle est sauvée, écoutée, relaxée, suivie, éduquée, réinsérée, réhabilitée, mariée
Elle apprend la broderie, la moralité, la religion, les bonnes manières

Elle voudrait être ailleurs, mais dieu seul sait où ça pourrait bien être
Elle n'arrive pas à faire le deuil de ces années d'horreurs
Elle maintient tout juste la tête hors de l'eau
Elle est dans une « bibliothèque ».

Elle est résistante, elle résiste, elle est forte, elle s'accroche, voudrait oublier
Elle aimerait que ce soit comme avant, avoir sa chance, y arrive des fois
Elle est muée dans le silence, a les yeux perdus, la tête ailleurs

Elle se gave de romans d'amour, a des envies de meurtres
Elle hait sa vie, les hommes, la société, se laisse mourir
Elle obtient un crédit, devient Madame
Elle cauchemarde.

Elle est en fuite, recherchée, menacée, ne donne pas cher de sa peau, est retrouvée
Elle est frappée à coups de pied, de poing, à la batte en bois, brûlée à la cigarette
Elle a des hémorragies, les côtes brisées, des dents en moins, le corps en sang

Elle est balafrée, marquée à la lame rougie, retrouvée, dans un coin perdu
Elle évite l'amputation, est dans le coma
Elle est trop abîmée pour resservir
Elle est remplacée.

Elle est étouffée, gazée, démolie, exécutée, assassinée, personne ne parle, nul n'a rien vu
Elle est déposée dans un caniveau, un champ de blé, sur un matelas sacrifié
Elle est partie sans laisser d'adresse, elle est aux abonnés absentes

Elle est autopsiée, enterrée, en petite pompe
Elle repose sous une dalle, anonyme
Elle est classée sans suite.
Elle est libre.



La France, pays des droits de l'h...



LA GRANDE SALLE de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg est comble ce mardi 26 avril 2005. Car la « Justice » de ce vieux continent statue là sur son « champion », Lucien Léger, 68 ans, dont 41 d'affilée passées en taule. Il « fêtera » ça le 5 juillet prochain. C'est un record d'Europe, paraît-il.

Léger requiert contre la France. Le pays qui l'a condamné à « perpète ». C'était au siècle dernier, le 7 mai 1966 précisément. Qui s'en souvient ? On exhume de temps à autre le crime des oubliettes de l'Histoire, quand les appels à la justice du condamné viennent troubler la tranquillité des magistrats et des ministres. Car il faut bien justifier le châtiement malgré les doutes sur la culpabilité¹, malgré l'absurdité de la peine... Qu'est ce que cela signifie au juste 41 ans de prison ? Et 41 ans d'innocence proclamée ? Dans ce vaste hémicycle, une bonne partie du public comme de ces 12 messieurs et dames en grande robe noire, tous venus des quatre coins d'Europe, n'était pas née ce 5 juillet 1964, quand une lourde porte s'est refermée sur l'existence de Lucien Léger.

C'est contre cette mort lente que lui inflige l'État français qu'il se bat. Après notamment des demandes, en 1971 et 1974, de révision de son procès, puis des demandes de grâce présidentielle en 1981, 1992 et 1998, enfin quatorze demandes de libération conditionnelle dont la dernière en date, celle du 5 janvier 2005, sera jugée le 30 mai prochain au tribunal d'exécution des peines à Arras.

Lucien Léger n'est pas là. Le premier juge n'a pas voulu. L'État français est là et bien là, représenté par cinq hommes en costard cravate, plus une jeune femme en jupe courte et talons hauts qui leur passe des notes et dossiers, des chiffres, des statistiques, des articles de loi.

M^e De Felice, seul, n'a qu'un mince dossier devant lui. L'avocat des droits de l'homme veut

laisser toute la place à l'humain. « Par mes mots, je voudrais faire entrer Lucien Léger dans cette salle. » Droit, de sa voix calme et posée, de colère rentrée, il dénonce le traitement inhumain et dégradant que la France fait subir à un homme depuis près de 41 ans. Il déclare : « On ne peut pas remplacer la peine de mort par une exécution par mort lente, simplement en oubliant un homme détenu dans une prison jusqu'à ce qu'il meure... Est-ce que la peine de mort, aujourd'hui supprimée, serait ainsi remplacée par la prison éternelle ? » Puis l'avocat reconnaît avec malice qu'il « se demande quelquefois si cette affaire Léger fut et est parfaitement claire », avant d'ajouter que ce dernier « a le droit de contester la décision qui l'a condamné il y a 40 ans ».

Une remarque qui ne plaît pas du tout à « l'équipe de France » d'en face, qui plaide sa cause comme si elle vendait des Airbus ou des cacahouètes salées, oubliant (encore que...) qu'il en va de la dignité et de la vie d'un homme. Mais l'homme en question n'est pas là alors, comme il y a 40 ans, on (re)parle de « l'Étrangleur »¹, du « requérant » (sic) qui dit qu'il n'aurait pas changé, et qui du coup « présente des tendances paranoïaques », démontrant ainsi « sa dangerosité ». Traduisons : Lucien Léger a une petite chance d'être libéré, s'il se reconnaît coupable du meurtre de Luc Taron. « Cela dépend de lui » (en français dans le texte). Seulement, comme ce requérant (re-sic) s'affirme innocent, cela veut dire qu'il est malade, qu'il devrait voir un psy, et qu'il restera en prison. Et puis pour terminer, un coup de pied en touche : « La décision désormais ne relève plus de la chancellerie (ministère de la Justice) mais des juges d'exécution des peines. » Bref, on ne la joue pas trop collectif, dans le camp tricolore. Des fois que les juges européens de Strasbourg accueilleraient favorablement la requête de

Lucien Léger, on pourrait toujours se replier sur Arras, chef-lieu du Pas-de-Calais.

Durant la suspension de séance, devant micros, caméras, stylos et ordinateur arrivés eux aussi en masse, Stéphane, au nom du comité de soutien pour la libération de Lucien Léger, fait un rappel à un minimum d'humanité. Il précise : « Lucien Léger a passé 14905 jours de prison, c'est peut-être un décompte absurde, mais qui donne le vertige comme la nausée. La justice française a emmené Lucien Léger bien au-delà des limites du droit, dans un no man's land pénal d'absurdité et de cauchemar. »

No man's land. Tout juste. Un lieu où l'Humain et l'Humanité n'ont pas de place. Justement côté humain, il y a là M. et M^{me} B. Comme il y a 20 ans déjà, comme toujours. Lui, chaque samedi, rend visite à son ami Lucien. « On parle de choses et d'autres, de philosophie ou bien de ce qui se passe dans le monde. Il est très au courant et en même temps très attentif, j'ai hâte de le voir parmi nous, je l'emmènerai ici et là », confie cet homme juste dans l'ancre de la « Justice ».

La décision de la Cour européenne devrait être connue dans six mois. D'ici là, le 30 mai prochain nous serons à Arras, pour que Lucien Léger échappe à sa peine de mort lente. Enfin.

Jean-Louis Ivani

1. En juin 1964, sous le pseudonyme de « l'Étrangleur », Lucien Léger, infirmier psychiatrique, expédia une cinquantaine de messages aux médias, à la police ou aux parents de la victime, en s'accusant du meurtre de Luc Taron et de n'importe quoi, se jouant et narguant la société, jusqu'à se faire arrêter et condamner pour meurtre, sans preuve, sans mobile, à l'issue d'un procès bâclé.

La souscription en soutien à Lucien Léger reste ouverte. Chèques à envoyer à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris (à l'ordre de Publico - soutien Léger).

Tourisme de masse

La décroissance s'impose aussi !

« Il n'est rien de plus noble que de s'accommoder des quelques désagréments que nous apportent les serpents et la poussière pour jouir d'une liberté absolue. »

Jack Kerouac

Thierry Libertad

LE THÈME DE LA DÉCROISSANCE offre une excellente occasion pour aborder le sujet des transports et, plus particulièrement ici, du tourisme de masse, ou voyage organisé, sous sa forme spectaculaire et marchande et pointer du doigt certains comportements.

Avantage concédé grâce aux congés payés, ainsi qu'à tous les acquis sociaux que le capitalisme a accordés, de peur de sombrer sous la coupe d'un capitalisme d'État à caractère totalitaire (cf. le communisme étatique russe, chinois, j'en passe et des meilleurs), le voyage touristique a longtemps été considéré comme un progrès social, une preuve de l'amélioration des conditions de vie générales et l'affirmation d'un développement prospère.

Cependant, si nous étudions de plus près ce phénomène, nous découvrons rapidement ses limites et ses effets néfastes, autant pour ceux qui en « profitent » que pour ceux qui en subissent les conséquences.

Grâce aux prix toujours plus attractifs des tour-opérateurs, des distances réduites par des moyens de transport toujours plus rapides, il est désormais possible (évidemment pas pour tout le monde mais pour une part non négligeable de nos semblables) de partir en voyage à l'autre bout du monde comme on va au petit coin. Si une semaine en Tunisie coûte moins cher qu'un week-end en Normandie, pour quoi s'en priver ? Sans aucun effort, à part celui de payer, on peut donc se la couler douce, la tête dans les nuages et les pieds dans l'eau.

Néanmoins, comme tous les plaisirs offerts par cette société du spectacle et du loisir, il y a le revers de la médaille. En effet, comme le souligne Franck Michel : « La télévision et le sport, ou les loisirs et les vacances, représentent aujourd'hui ce qu'étaient durant l'Antiquité romaine le pain et les jeux. Autrement dit, ces occupations du bon peuple sont ce que les tyrans d'hier et les démocrates d'aujourd'hui ont trouvé de mieux pour combler et contenter leurs sujets, les pacifier et les abrutir, les rendre dépendants et volontairement serviles. Les vacances organisées, sous



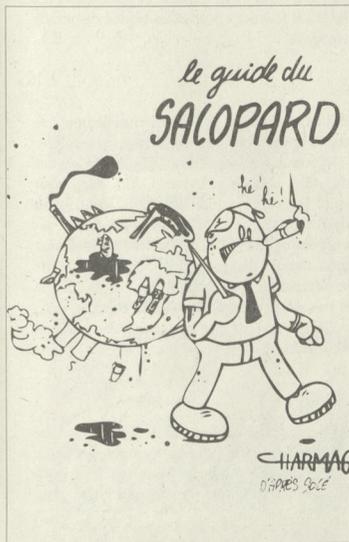
Photo de Jack Kerouac, in *Walden*, traduit de l'anglais, 1953. © J. Kerouac

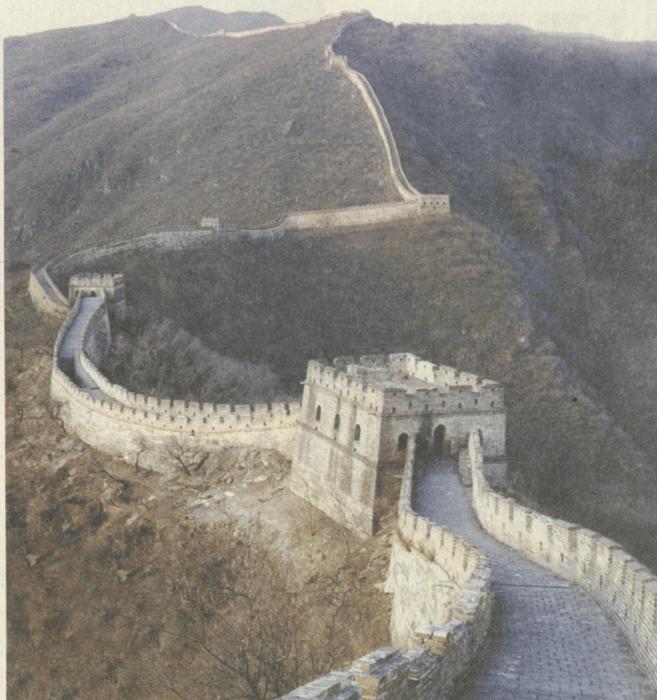
prétexte d'occuper le temps restreint et minutieusement compté des congés payés, relève de la même philosophie : empêcher les gens de penser et les citoyens de penser politique ! » Le tourisme est ainsi considéré comme un divertissement. Or divertir et diversion n'ont pas la même racine commune ? Le tourisme, entendu comme voyage organisé, est donc un instrument de contrôle social.

Cependant voyager, aller à la rencontre de l'autre, de ses conditions de vie, pourrait se révéler subversif, en permettant au voyageur de se rendre compte concrètement du système général d'exploitation auxquels nous sommes tous soumis, à des degrés divers selon les endroits, certes. Mais, encadré comme l'est le touriste moyen, tant par les représentations mentales qui l'habitent et que lui vendent les agences (peuples accueillants et chaleureux, richesses culturelles et historiques, folklore, traditions, etc.) que par les structures d'accueil qui l'attendent lors de son séjour (hôtels sécurisés, guides touristiques, sorties encadrées, etc.), il a peu de chance, s'il n'est pas doué d'un minimum de sens critique, de percevoir même une infime partie de la réalité qui l'entoure.

De plus, ce type de voyage peut servir également d'exutoire, en donnant au voyageur, frustré par un quotidien morne, un sentiment de toute-puissance que lui confère un pouvoir d'achat accru. Dans les cas les plus extrêmes, il lui donne l'occasion d'expérimenter des « plaisirs » ici interdits. Abuser sexuellement d'enfants n'a alors pas le même sens en fonction du lieu où l'on se trouve. Ici, c'est un crime, là-bas ça augmente le PIB ! Alors pourquoi se gêner ? C'est presque un acte humanitaire...

Le voyage organisé n'est finalement que la forme actuelle d'un colonialisme qui a troqué casques, épées et crucifix contre casquettes, maillots de bain et billets de banque. La volonté de dominer et d'exploiter les ressources des pays dits du « tiers monde » reste la même. Sous couvert de développement économique, les multinationales du tourisme,





alliées aux oligarchies locales, imposent leur loi. Or le prix à payer pour les populations locales est bien supérieur aux avantages qu'elles seraient censées recevoir :

- Pollution et dégradation du système écologique, tant par les travaux d'aménagement d'infrastructures que par les comportements irresponsables des usagers, auxquelles il faut ajouter celles liées à leur transport.

- Dépendance des populations locales envers un système économique unique, au détriment souvent des ressources traditionnelles.

- Imposition de valeurs, de coutumes, de modes de vie étrangers aux leurs, etc.

Le voyage, lié aux transports qui ont permis son essor, doit donc faire l'objet d'une réflexion nouvelle et radicale. Et c'est là que le concept de décroissance intervient.

S'engager sur la voie de la décroissance, c'est aller vers des structures où l'on produirait et consommerait moins et autrement, avec une finalité qui ne serait plus l'intérêt de quelques-uns mais qui répondrait à la volonté de tous.

C'est donc la conception même de voyage qu'il faut renouveler. Pourquoi voyager, comment, dans quelles conditions ? Si la recherche de l'autre et la découverte de l'ailleurs, pour mieux se retrouver et comprendre le monde dans lequel nous vivons, sont effectivement les véritables motivations, ne pourrait-on pas alors imaginer le voyage comme une expé-

rience donnant à chacun la possibilité de s'intégrer à l'endroit où il arrive et de participer activement à la vie locale ?

Cela signifierait alors devenir un voyageur actif, autonome et indépendant et non passif, soumis aux lois du tour-opérateur, mais également adopter une attitude ouverte et respectueuse, et non frileuse, hautaine ou charitable. Cela signifierait instaurer un véritable rapport d'égalité et d'échange au lieu de celui, dominant et marchand, qui régit actuellement les relations entre le touriste et l'« autochtone ». Cela signifierait certainement voyager moins (en terme de quantités de voyages) mais mieux (dans le sens où la recherche d'altérité serait effective), mais aussi plus longtemps (intégrer une autre culture nécessite quelque temps, certaines connaissances et expériences qui ne s'acquerraient pas en une semaine). Cela signifierait s'exposer à certains dangers, mais n'est-ce pas là le propre de l'aventure ? Cela signifierait réintégrer le voyage en tant qu'expérience faisant une avec notre vie, et ne plus le considérer, à l'image des autres activités (apprentissage, travail salarié, loisirs, etc.) comme séparée du reste de notre existence (mais, pour cela, il nous faut lutter contre la segmentation de notre vie, calquée sur le mode de production – cf. taylorisme. En effet, n'est-il pas possible de joindre l'utile à l'agréable, le nécessaire au « futile »?). Cela

signifierait enfin utiliser des moyens de transport autres, certainement plus lents. Mais qu'importe, si l'on peut retrouver le plaisir de flâner, de se laisser guider par nos pas, prendre le temps de se retrouver et de découvrir, de comprendre...

Voyager autrement serait donc mettre un coup de pied dans la fourmière, faire un premier pas vers la révolution libertaire que nous souhaitons, car c'est repenser le monde et son rapport à l'autre. Néanmoins, encore une fois, et à l'image du concept de décroissance même, ce type de comportement ne suffit pas, excepté peut-être d'un point de vue purement individuel, si d'une façon plus générale ne sont pas remis en cause le principe d'autorité et les structures étatiques et économiques qui régissent nos existences.

Prenons donc nos sacs à dos, mais équipons-les de notre volonté et de notre détermination à changer le monde. N'attendons plus le Grand Soir mais préparons-nous à de grands voyages !

T. L.

P.-S. : Cet article se penche essentiellement, de façon sommaire, sur le voyage touristique « exotique », c'est-à-dire hors des frontières de notre monde occidental. Un bilan tout aussi catastrophique, peut-être moins en terme social mais tout autant concernant l'aspect écologique, pourrait être tiré du tourisme intra-muros : destruction des écosystèmes par le bétonnage systématique des côtes, par la construction d'autoroutes, d'aéroports, etc., pollution de l'air due aux trajets des millions de voitures sur les routes, etc.

1. Franck Michel, *L'Autre Sens du voyage, Manifeste pour un nouveau départ*, Paris, éditions Homnisphères, 2003, p. 22. Excellent ouvrage que j'invite tout le monde à lire et auquel j'emprunte bon nombre d'idées pour cet article.

2. *Ibidem*, p. 25.

Jean-Marc Rouillan, écrivain

LA PART DES LOUPS



PARLER DE JEAN-MARC ROUILLAN nous renvoie à l'histoire sociale d'il y a plus de vingt ans, lorsque, au même titre que la Bande à Baader et les Brigades rouges, certains choisirent la lutte armée. En France, ce fut Action directe.

En 1987, Jean-Marc Rouillan, ainsi que Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani furent arrêtés et condamnés à perpétuité pour avoir tué un général ainsi que le PDG de Renault.

Nous ne reviendrons pas sur ce parcours, sur l'idéologie (majoritairement marxiste-léniniste) qui sous-tendait ces actions, ni sur l'acharnement de l'État qu'ils ont continué à subir en prison, les grèves de la faim, l'isolement, les maladies d'Aubron et de Ménigon. Et si, dernièrement, Joëlle Aubron a pu sortir de prison pour des raisons médicales, bientôt, pour les autres, il va être possible de demander la libération conditionnelle.

Bref. Je ne m'attarderai pas sur cet aspect, car ce n'est pas de ça qu'il est question dans cet article. Ne parler, aujourd'hui, de Jean-Marc Rouillan que comme ancien terroriste c'est gommer tout un nouvel aspect de sa vie. Car, depuis quatre ans, Jean-Marc, derrière les hauts murs de ses prisons (l'administration pénitentiaire s'ingéniant à le déménager souvent) écrit des livres, et non des moindres. Après un *Je hois les matins* qui eut un certain impact et qui traitait de sa vie et du quotidien en prison, Jean-Marc ne laissa pas tarir sa plume et, aujourd'hui, sort son cinquième livre: *La Part des loups*.

Pour ce nouveau récit, Jean-Marc Rouillan semble avoir pris le contre-pied de la prison, car, pour la première fois, il n'est pas une seule fois question d'enfermement, de cellule, de taule. Pire même puisque tout se passe à l'air libre. Peut-être que si écrire est une façon de dénoncer, c'est aussi une façon de s'évader.

Rouillan, dans ce roman, raconte l'histoire de Jaume et de ses compagnons et compagnes. Des hommes et des femmes qui, plutôt que de subir l'histoire, préférèrent y prendre part. Durant les années 20, ces paysans pauvres espagnols prirent conscience de leur exploitation et, quand Franco fit son coup d'État, ils s'engagèrent.

Anarchistes, ils se retrouvent aux côtés de la CNT-FAI et de Durruti. Après la défaite du camp des révolutionnaires, Jaume ne rendit

pas les armes. Il préféra passer la frontière pour, dans un premier temps, lutter contre les nazis, puis revenir accompagné des antifascistes et des résistants pour chasser Franco. Malheureusement, cela ne se passa pas comme ça. Lorsque après la Libération, les révolutionnaires anarchistes espagnols retournèrent en Espagne combattre Franco, ils se trouvèrent bien seuls. Et comme trahis. Jaume fit partie de ceux qui continuèrent, qui prirent le maquis, devenant des guérilleros, refusant la défaite jusqu'à la mort.

Dans ce roman, on trouve donc des aspects d'une histoire peu connue, celle de ceux qui continuèrent le combat. Ceux que rencontra Jean-Marc Rouillan lorsqu'il était jeune à Toulouse. Ceux qui ont fait que Rouillan s'est engagé dans la lutte révolutionnaire. On trouve aussi, et peut-être d'une façon inconsciente, beaucoup du ressenti de Rouillan, lors des combats et de la lutte armée, mais aussi, dans la dernière partie, il est évident qu'il y a un parallèle entre la solitude de Jaume et l'enfermement carcéral. Même si Jaume se trouve dans la forêt des Pyrénées et Rouillan en taule à Lannemezan.

Enfin, il faut parler du style (ce qui fait qu'on peut parler d'écrivain). Jean-Marc Rouillan n'a pas fait qu'un portrait froid et militant, il a mis beaucoup de chaleur et de cœur, ainsi que de la poésie. Les dernières semaines de Jaume étant même quasi lyriques. Tout cela fait de *La Part des loups* plus qu'un bon bouquin.

Jean-Pierre Levaray

Entretien avec Jean-Marc Rouillan, réalisé le 12 mars 2005 par Thierry Discepolo, des éditions Agone :

« Comment ce livre est-il né ?

– Ce fut d'abord un romancero dans la veine de la littérature anti-franquiste. Il ne devait pas dépasser les 100 pages. Et puis, les personnages ne l'ont pas entendu de cette manière... Ils ont refusé de mourir. Ils ont décidé de raconter comment ça a commencé. Et le romancero est devenu picaresque. Cette histoire, je l'ai connue par les histoires que racontaient tous les vieux



guérilleros espagnols qui étaient venus se réfugier à Toulouse. Ces histoires, ce fut toute mon enfance. Et la plus grande part des anecdotes m'ont simplement été racontées. Je les ai laissées revenir, et elles ont trouvé leur place tour à tour dans le récit qui se construisait.

- D'où vient le personnage de Jaume? Qui est-il? Un autre toi-même?

- Disons que Jaume est un « moi idéalisé »... Un personnage sorti tout droit de ma jeunesse. À la fois une transposition et une projection sur la mémoire des combattants espagnols contre le franquisme.

- Es-tu un écrivain?

- Je suis un auteur puisque j'ai signé des contrats d'auteur...

- Est-ce une seconde vie qui commence avec cette carrière d'écrivain?

- Non! Jusqu'à nouvel ordre, je suis et je reste un prisonnier... Mais, surtout, il n'y a pas de rupture entre la lutte et l'écriture. La littérature est une poursuite de la lutte par d'autres moyens, d'autres armes. (C'est ce que Jaume veut nous dire avec les murets qu'il remonte quand tout le monde veut l'oublier, lui et la lutte qu'ils ont abandonnée. D'ailleurs, on voit aussi comment on est reçu quand on sort de la place qu'on nous a donnée...)

Aussi parce que j'ai toujours pensé écrire. Mais, pour ça, il me fallait d'abord vivre assez! (Et aussi survivre à la vie que je m'étais choisie...) J'ai toujours eu une écoute littéraire. Je voyais aussi nos actions d'un point de vue littéraire. Dans ma soif d'absolu, il me fallait tenir jusqu'au moment où je pourrais écrire. Il me fallait vivre assez pour pouvoir écrire. J'aurais voulu être un personnage de roman, mais voilà... alors j'écris maintenant des romans dont je suis le personnage.

- Tes conditions de détention ont-elles été améliorées ces dernières années? En relation avec ton statut d'auteur?

- Oui, il y a eu effectivement une amélioration des conditions de détention ces dernières années. Depuis que nous ne sommes plus à l'isolement. Oui, des conditions de détention plus ou moins normales... En revanche, aucun effort n'a jamais été fait parce que je publiais des livres, et je vois mal ce qu'ils auraient pu être...

- Comment vois-tu ta libération conditionnelle?

- Je ne la vois pas! Qui peut voir aujourd'hui ses vacances de 2007? ... »

Dis, Roland, c'est encore loin

L'auto-émancipation sociale ?



J'AI CONNU ROLAND LEW à travers notre passion commune pour la Chine. Professeur de sciences politiques à l'université libre de Bruxelles, mais domicilié à Vincennes, je l'avais rencontré dans le cadre du Centre sur la Chine contemporaine dépendant de l'École des hautes études en sciences sociales, boulevard Raspail à Paris, qui organisait régulièrement des colloques sur les transformations sociales et politiques dans la Chine d'après 1949, par le biais de trois amis communs, Guilhem Fabre, Angel Pino et Marie Holzman.

Au début, j'ai eu quelques réticences car c'était un proche de la IV^e Internationale et, pour moi, Trotsky me renvoie inévitablement à la répression des marins de Cronstadt et à sa double trahison envers Nestor Makhno et ses partisans ukrainiens.

C'est la répression sanglante par le parti communiste du mouvement social qui s'était fait jour en Chine au printemps 1989 pour être ensuite noyé dans le sang par l'armée du peuple lors du massacre de la place Tian'anmen dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, qui nous a rapprochés. D'autant que lui-même, tout en restant imprégné d'une forte culture marxiste, a commencé alors à prendre ses distances avec le militantisme trotskiste, en dirigeant ses recherches sur le concept de l'auto-émancipation sociale. Et c'est ainsi que nous avons entamé un dialogue, sans concession mais constructif, qui s'est concrétisé sur trois projets :

J'ai participé, avec mon article « L'anarchisme, matrice de la révolution chinoise » au numéro spécial sur l'anarchisme¹ publié par la revue *l'Homme et la Société*, dont il était membre du comité de rédaction. Il m'avait demandé également de faire une note de lecture critique² de son livre *l'Intellectuel, l'État et la Révolution*³, recueil d'essais denses et documentés sur les évolutions et les mutations du Parti communiste chinois, rappelant que « jusqu'au début des années 20, l'anarchisme a formé le terreau nourricier d'où sortiront les

radicalisations ultérieures », et concluant au vu de la mainmise persistante du parti que « l'auto-émancipation sociale n'était pas au rendez-vous ». Et, de mon côté, je l'avais convié, avec également Guilhem Fabre, Angel Pino et Marie Holzman, à participer au colloque « Où va la Chine? »⁴ que j'ai organisé à Montpellier en juin 1999 : dix ans après la répression de Tian'anmen, vingt ans après le lancement des réformes économiques, et qu'il a inauguré avec sa contribution « Jeux de pouvoir au sein du parti communiste ».

Je voudrais terminer en lui dédiant ce poème de Yang Mu⁴, Neige fine :

Ce qui est revenu la nuit dernière en effleurant
les montagnes,
sans bruit
ce devrait être une préoccupation depuis long-
temps disparue
vautrée dans les profondeurs mortes d'une vallée
je l'ai vu de mes propres yeux pousser la porte au
coin de la cour
marcher timidement sur la pointe des pieds,
hésitante
puis continuer, au cœur de l'hiver,
laisser enfin une trace.

Roland, lui aussi, a laissé une trace : au moment de son décès brutal – il venait d'avoir soixante ans –, il travaillait justement à un essai sur l'auto-émancipation sociale. Il appartient à tous de continuer le combat dans cette direction.

Jean-Jacques Gandini

1. *l'Homme et la Société*, n° 123-124 janvier-juin 1997.

2. « Chine rouge, autopsie d'une révolution mystifiée » in *Chine fin de siècle II: China Incorporated*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2000.

3. Paru chez L'Harmattan, 1998.

4. Paru aux éditions du Félin/Sauramps, 2000.

Rainer Werner Fassbinder

Die Anarchie der Phantasie

L'anarchie de l'imagination



Interrogé en juillet 1977 sur le feuilleton *Famille* (Familienserie) et sur *Huit heures ne font pas un jour* (Acht Stunden sind kein Tag), réalisé en 1972, Rainer Werner Fassbinder (RWF) dira : « Ce feuilleton serait irréalizable aujourd'hui. Elles [les chaînes] préfèrent un vrai film ouvrier déprimant et réaliste. On dira, ça déprime le public, donc les spectateurs vont zapper. »

Heike Hurst

E EN EFFET : huit heures de cinéma, cinq films qui racontent amours et luttes d'une famille, de camarades au travail, dans une usine de machines-outils, ça changerait des séries en vogue. Le film d'une « utopie ouvrière », le film d'une utopie de vie, le film d'une utopie concrète et vécue : pour élaborer son scénario, RWF consulte des amis, des vieux, des jeunes, des ouvriers qu'il retoume voir régulièrement et à qui il soumet son projet qu'ils critiquent, aménagent et finissent par approuver après de multiples modifications. « Comment se fait-il, monsieur Fassbinder, demande un critique, que vous trouviez soudain intéressant de parler de petites gens ? - J'ai toujours parlé de petites gens, répond Fassbinder, indigné. Pour cette série nous voulions redonner du courage, présenter la condition ouvrière sous un autre jour. Qu'ils comprennent (les ouvriers et les spectateurs) que travailler en groupe et élaborer des projets ensemble multiplie et le plaisir et les possibilités. »

À cette époque, Fassbinder avait renoncé à un projet qui lui tenait à cœur : il voulait

raconter l'histoire d'une femme âgée qui épouse un travailleur immigré rencontré par hasard. La vieille femme sera assassinée par les camarades de travail du jeune Turc qui ressentent sa liaison et surtout son mariage comme une atteinte à leur honneur. Vous avez reconnu le canevas de l'histoire de *Tous les autres s'appellent Ali*, réalisé en 1973. Dans ce film, une femme de ménage va vivre avec, puis épouser, un ouvrier immigré beaucoup plus jeune qu'elle. Le film montre magistralement comment son histoire « exceptionnelle » la sépare de son mode de vie « ordinaire », de ses collègues de travail et l'isole dans sa famille ; ses enfants la désavouent, et les voisins de l'immeuble où elle habite la dénoncent. La même actrice, Brigitte Mira, va incarner Maman Küsters s'en va au ciel (remake du film de Phil Jutzi), un film féroce où la femme du « peuple » est trahie par tous les gens qui l'approchent pour disposer, grâce à elle, de l'alibi ouvrier et populaire. Car différents groupes politiques, révolutionnaires et même extrémistes vont se saisir de son cas « authentique », pour l'utili-



ser et l'exhiber comme une bête curieuse et pour la laisser finalement seule au moment décisif. Dans *Huit heures ne font pas un jour*, elle est la mère de Marion, Hanna Schygulla, amoureuse de Jochen, Gottfried John, travailleur dans une usine de fabrication de machines-outils. Ce film élabore patiemment le cadre, où des idées nouvelles peuvent naître et s'épanouir. Travailler en groupe ouvre des horizons, disait RWF, ce feuilleton montre, en s'attachant plus particulièrement à un groupe de sept ouvriers, la diversité de cette classe ouvrière qui a perdu sa conscience de classe et qui manque de repères politiques. Dans le groupe, il y a un ouvrier raciste qui persécute le travailleur immigré grec, qu'il appelle systématiquement « rital », il y a les timorés, les téméraires, les suivistes, les fortes têtes et les grandes gueules. En contrepoint, il y a la famille, les générations d'avant et les enfants qui grandissent. Jochen, l'ouvrier amoureux discute au lit de ses problèmes à l'usine. Le « politique » arrive à la maison, est éclairé par d'autres yeux, enrichi comme l'uranium, donc rendu meilleur. Pas l'ombre d'un chauvin mâle à l'horizon, les femmes, les gosses ont droit au chapitre. *Huit heures ne font pas un jour*, un feuilleton de famille qui dépeint avec humour, amour et fantaisie des histoires plutôt ordinaires. La grand-mère est « libertaire », insoumise et pleine de ressort. Elle se meut dans l'inattendu et surprend toute la famille. Personnage hors du commun, la grand-mère, (Oma = Mamie) invente l'utopie concrète en gérant un jardin d'enfants qu'elle aura réquisitionné, mis en autogestion et récupéré de haute lutte. Elle crée la surprise et a cent idées par minute...

Lors d'un anniversaire, elle arrive en présentant son ami: « Voici Gregor, mon amant », ça jette un froid, ça va sans dire. Ce feuilleton est un bonheur où l'on apprend à nouveau le sens de la fête, le sens de la camaraderie, le sens de la vie à plusieurs... et ce plaisir intense dure huit heures et ne coûtera que le prix d'un billet...

Aux antipodes des grands films comme *Berlin-Alexanderplatz* d'après le roman de Döblin, (diffusé à Beaubourg en 2006 seulement parce qu'en pleine restauration) où le héros Franz Biberkopf anéantit systématiquement toutes les possibilités de vivre heureux et de se construire, *Huit heures ne font pas un jour* est l'antidote positif et rappelle le sens de toute chose. Que la vie n'est pas forcément là pour que l'on souffre, ni pour être trahie ou trompée... la solidarité, ça existe, l'expérience de l'autogestion ouvrière est à la portée de tous les gens censés, la délocalisation, au lieu d'être une fatalité, peut se transformer en lutte pour montrer l'étendue des problèmes auxquels il faut s'attaquer.

Oui, on peut lutter contre le pouvoir des petits chefs... On ne peut que s'émerveiller de la clairvoyance positive de Fassbinder et de la joie contagieuse que cette œuvre dégage...

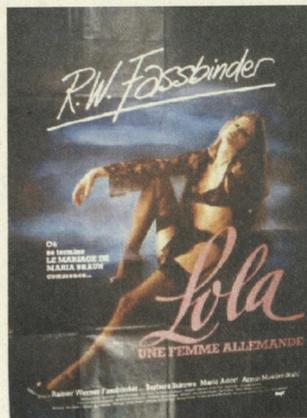
La société allemande des années 70, où il n'y a - d'après Fassbinder - « qu'oppression, peur et culpabilité », est passée au crible: sa réponse au terrorisme est simple: « Je fais des

films, je ne jette pas des bombes. » La III^e Génération, film le plus désenchanté qu'il ait fait, révèle ce cercle vicieux de la destruction et de l'assassinat politique, commandé par l'État qui manipule tout le monde. Le terrorisme, c'est « une invention du grand capital pour forcer l'État à mieux se protéger... » Dans le film, précisément, un industriel crée une cellule terroriste pour servir ses intérêts et se lie avec le chef de la police qui a besoin de cette cellule terroriste pour justifier la répression qu'il va mettre en œuvre. Car la terreur, selon Fassbinder, et il précise que c'est là le fond de sa pensée, « la terreur/le terrorisme ne sert jamais la population, elle/il sert toujours l'État. Car l'État a besoin d'un ennemi à désigner pour venir à bout de ses crises intérieures. »

L'œuvre de Fassbinder est irrécupérable: il démolit la bienséance, le conformisme, les fausses certitudes. Il nous invite à retrousser les manches, à ne pas accepter la fatalité. Il le fait de façon joyeuse dans ses premiers films dont ce feuilleton de famille: *Huit heures ne font pas un jour* est le plus bel exemple. Il le fait avec maestria dans son œuvre majeure, *Berlin-Alexanderplatz* et dans tous ses films qui font le portrait d'une personne. Par exemple, dans le *Marchand des quatre-saisons*, dans *Martha, Lola, une femme allemande*, *Veronika Voss*, *Le bouc* et plein d'autres films.

Rainer Werner Fassbinder, mort à 36 ans après avoir réalisé plus de quarante films, nous laisse une fresque haute en couleur de l'Allemagne fédérale d'avant la chute du Mur, des tableaux en mouvement de ce pays capitaliste, coupable, pris dans un passé inavouable encore proche. Fassbinder est le chantre désenchanté d'une sorte de soutenable « légèreté de l'être ». Il nous exhorte de la vivre et de ne plus en avoir peur. Sa vision politique était pessimiste; néanmoins il espérait des lendemains meilleurs, il attendait beaucoup de l'anarchisme. Dans une discussion à propos de la III^e Génération, il dit: « Les anarchistes sont aujourd'hui seuls capables de transformer la société sans avoir recours aux moyens du terrorisme... »¹

H. H.



Récapitulons: à Beaubourg, vous trouverez l'ensemble de ses films et des films faits sur lui; une exposition qui vous apprendra tout sur les films de Fassbinder, sa façon de travailler, ses personnages hors du commun... Ils vous obséderont, dessineront un vrai tableau de famille, une toile extensible, flamboyante. Pour l'ogre Fassbinder, soyez gourmands.

1. Ce feuilleton n'est programmé que deux fois: première projection le dimanche 17 avril; deuxième projection le samedi 15 mai, à partir de 14 heures.

2. Citations de Fassbinder, *Die Anarchie der Phantasia*, 1986, éditions Fischer.

Serge Utgé-Royo

SERGE UTGÉ-ROYO se posera sur la scène du Vingtième Théâtre à Paris en mai prochain... Un spectacle, les Musiques de la vie, un recueil L'espoir hésite..., un conte musical, l'Arc-en-ciel des hommes... Infatigable rêveur d'utopies, semeur de Noir coquelicot¹, Serge n'en finit pas de chanter la révolte et l'espoir.

Il y a quelques printemps, Serge Utgé-Royo enregistrait en Belgique, alors son port d'attache, un conte musical, l'Arc-en-ciel des hommes², qui verra le jour en ce début du joli mois de mai. À l'origine, une histoire, Masupa³, puis une adaptation, l'écriture de onze chansons sur des musiques composées par Jacques-Ivan Duchesne et de superbes dessins de l'illustrateur-dessinateur-sculpteur Philippe Gibbon. Le tout sommeillait dans une musette et attendait paisiblement une mise en forme adéquate. C'est chose faite! Ce manque dans la discographie de Serge vient d'être comblé, avec la sortie d'un double album, accompagné d'un livre (format CD) tout en couleur.

La forme d'expression – le conte – pour surprenante qu'elle puisse paraître, quand on connaît un tant soit peu les chansons de Serge, le fait apparaître sous un autre visage... celui de conteur, de comédien, et tout autant, d'écrivain et de poète, qui nous raconte comment l'Homme de toutes les couleurs est né. Une histoire fraternelle du monde, des femmes et des hommes de la Terre. Une mythologie de plus... Une histoire tranquille, calme et sereine, malgré les grands orages, malgré les déchirements, faite de beaucoup, beaucoup d'amour... Histoire racontée aux grands, aux enfants, aux gosses que nous sommes restés.

Les chansons, illustrant le récit, forment ensemble une histoire, celle de la vie qui naît des couleurs différentes que le soleil donne à la Terre, d'un continent à l'autre...

Un scientifique, un historien nous expliqueront les origines de l'univers et de notre

galaxie, l'accrétion qui agglomère tous les corps célestes pour finir par composer notre planète, etc. Le poète, lui, s'inspirant d'une multitude de mythologies nées du cerveau des humains, nous raconte en la réinventant une histoire des hommes et des femmes, issus de la Terre, de l'endroit coloré où ils sont nés : terre rouge ou brûlée, sable blanc, désert jaune...

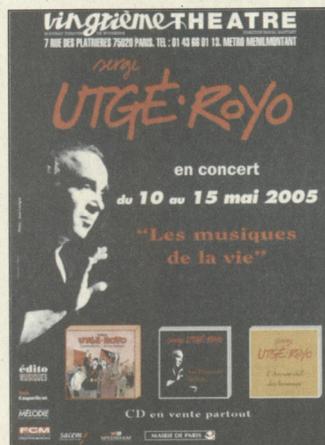
Serge Utgé-Royo, dans l'Arc-en-ciel des hommes, conclut : « Aucune couleur n'est belle toute seule, dans l'immensité du vide. Le brun n'existe pas sans les autres couleurs ; le blanc non plus. Pour que chacune existe, il lui faut toutes les autres. »

Il y a du « romancier Pierre Pelot et du scientifique Yves Copens » dans ce poème sur les origines de l'homme... et du Ferré dans la symphonie dédiée aux humains. Des humains nés d'une même souche à l'est de l'Afrique, en suivant les mouvements des continents, héritiers de toutes les races animales, qui nagent, volent, rampent et marchent depuis les origines sur cette terre, et qui ont engendré... le bel anar, Serge Utgé-Royo.

Les comparaisons que je me suis permis dans ces quelques lignes peuvent se poursuivre par la lecture du recueil L'espoir hésite...⁴, paru en mars dernier : 75 textes et chansons écrits (et choisis) par Serge, depuis près de trente années.

Et parmi elles, les Gueux de l'an 2000, écrite sur une musique du patrimoine des révoltés (les Canuts), d'autres enregistrées ou inédites, certaines restées sur des vinyles introuvables... Comme un Grand d'Espagne, les Premiers Chiens du monde, ou encore, La pointeuse est morte, gravée encore dans les mémoires de quelques-uns.

Et, à chaque fois, j'y peux rien, la voix de Serge me résonne dans la tête, avec ces musiques, où l'on reconnaît tous les frangins musiciens, comme Jacques-Ivan Duchesne qui a composé les musiques de l'Arc-en-ciel des hommes.



Cette actualité livresque et discographique sera prolongée, cerise sur le gâteau, d'un copieux printemps des poètes... Sur la scène du Vingtième Théâtre, Serge sera accompagné par les cinq musiciens⁵ qui déjà étaient à ses côtés l'an passé au Trianon. Avec cette fois encore, des artistes invités, des frangines et des frangins de scène musicales, qu'il nous fera découvrir ou retrouver.

C'est pourquoi je ne suis pas près de baisser la tête et de me résigner au monde gris et sans couleurs que l'on veut nous imposer depuis la nuit des temps.

Sylvain Briant

1. S. Utgé-Royo, *Noir coquelicot*, roman historique, Éditions Lettres, deuxième édition, Paris, 2004.

2. *L'Arc-en-ciel des hommes*, deux CD, un livre, 48 p., Éditions Musiques/Mélodie distribution, Paris, 2005.

3. *Masupa*, publié par les éditions du Tétrasylyre, Liège, 1994.

4. *L'espoir hésite...* recueil, publié par l'éditeur Christian Pirot, Tours, 2005.

5. Philippe Mira au piano, Jack Ada aux guitares, Jack Thyssen aux basses, Jean-My Truong aux percussions, Anaïs Moreau au violoncelle.

RENDEZ-VOUS AU VINGTIÈME THÉÂTRE,
7, rue des Plâtrières, Paris 20^e.
M^o Ménilmontant ou Gambetta, du
10 au 15 mai. Du mardi au samedi à
20 heures, le dimanche à 17h30.
Tarifs : 20 euros. Carte de Radio liber-
taire : 15 euros. Chômeurs : 10 euros.
RMI : 2 euros.

Le Petit Livre noir, l'anarchisme mode d'emploi

UN PETIT LIVRE NOIR ? La couverture ne passera pas inaperçue sur les tables de librairie. Késako? 124 pages de citations puisées dans l'histoire du mouvement anarchiste.

A comme Abstention. « L'ouvrier qui prend part au vote, puis reste tranquillement chez lui, est un contre-révolutionnaire. Il en est de même pour celui qui ne vote pas! Résoudre cette énigme ne peut se faire que dans la rue, les armes à la main. »

Cette première citation du Petit Livre noir n'illustre pas le débat qui traverse le mouvement libertaire à propos du fameux référendum du 29 mai. Non, il s'agit d'une déclaration de Buenaventura Durruti au plénum régional de Catalogne du 16 février 1936... Suit un copieux abécédaire. B (Banque, Bourgeois, etc.), C (Chef, Condamné, etc.), D (Démocratie, Dictature, Dieu, etc.), E (Éducation, Église, État, etc.)... Autant de prétextes pour sortir de la naphthaline des textes de Bakounine, de Kropotkine, de Lecoq, de Reclus, de Stirner, de Faure, de Pelloutier...

On y trouvera aussi Louise Michel et Emma Goldman comme Antonin Artaud, Henri Michaux, Boris Vian, Pierre Dac, Georges Perros et même de Gaulle (à la lettre C comme Con). Il ne s'agit pas de mettre des définitions sur tout mais, bien au contraire, de présenter la diversité des opinions qui peuvent se croiser dans une même démarche.

Amateurs de certitudes, passez votre chemin. En revanche, si vous admettez que la philosophie libertaire est complexe, qu'elle se nourrit de débats et de doutes, vous trouverez ici du grain à moudre. En bref, disons que ce Petit Livre noir est au Petit Livre rouge ce que la musique est à la musique militaire.

Après vous avoir donné la première citation du livre, je ne résiste pas à l'envie de vous présenter la dernière. Cette fois, c'est le père Proudhon qui cause. V comme Vote. « Faire voter des assemblées nombreuses, des populations en masse, par oui ou par non, sur des questions de nationalité, de forme gouvernementale, de politique, de propriété, de science, voire même de morale publique, c'est organiser la tyrannie et consacrer, au nom de la souveraineté populaire, l'injustice et l'immoralité. » Sans commentaires.

Paco

Le Petit livre noir, l'anarchisme mode d'emploi, Éditions libertaires, 2005, 124 p. 10 euros. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Radio libertaire 89.4 MHz
en région parisienne

Dimanche 8 mai
Tempête sur les planches
de 14 heures à 15h30
On parlera de la pièce Push up de Roland Schimmelpfennig, mise en scène par Patrice Bigel, en sa présence avec les comédiens. Puis du théâtre musical: Ça me fait quelque chose et Fantômas revient.

Mercredi 11 mai
Blues en liberté de 10h30 à 12 heures
Mali et blues.

Mardi 10 mai
Pas de quartier! de 18 heures à 19h30
Le groupe Idées Noires de la Fédération anarchiste recevra le 9^e Collectif de sans-papiers qui nous parlera de toutes leurs actions menées depuis le matraquage qu'ils ont subi par les bons soins des nervis du PS en février dernier.

Jeudi 12 mai
Affinités électives de 19h30 à 20h30
Le désir d'enfant chez les lesbiennes, avec témoignage à l'appui.

Lundi 16 mai
Le monde merveilleux du travail de 20 heures à 21 heures
Sujet de l'émission : le droit au logement violé par le capitalisme. Avec Fabrice, militant syndicaliste et locataire militant et Benoît du DAL.



Souvenirs de
la guerre d'Espagne
du 19 juillet 1936
au 9 février 1939

Radio Libertaire
Tous les lundis
de 19h30 à 20h
Rediffusion
tous les samedis
de 11h30 à 12h

ANTONIO



IMENEZ

(de son vrai nom: Bruno Salvadori)

89.4 fm

feuilleton radiophonique



Samedi 7 mai

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec Alèssi dell'Umbria, autour des luttes populaires en Provence, à 15 heures, au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Mercredi 11 mai

Paris 11^e

Débat de la librairie Quilombo : contre le travail ! En présence de Philippe Godard. À 19h45 au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Mercredi 18 mai

Rennes

Le groupe la Sociale de la FA organise une discussion et dédicaces avec Thierry Maricourt de 15 heures à 18 heures au local la Commune, 9, rue Malakoff. Puis à 20 heures une réunion publique : « La littérature prolétarienne, un outil au service des luttes sociales » à la Maison du Champ-de-Mars, salle Gune, 6, cours des Alliés, M^o De-Gaulle.

Jeudi 19 mai

Merlieux (02)

La Bibliothèque sociale recevra, pour une rencontre dédicace, Jean-Pierre Levaray, de 18 à 21 heures, au 8, rue de Fouquerolles. Infos au 03 23 80 17 09.

Samedi 21 mai

Paris 18^e

Rencontre-débat avec Éric Hazan, autour de son livre *Chroniques de la guerre civile*, à 15h30, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses ou Blanche.

Montréal (Québec)

V^o Salon du livre anarchiste de Montréal de 10 heures à 18 heures au CEDA, 2515, rue Delisle (à deux pas du métro Lionel-Groulx).

Samedi 4 juin

Paris 18^e

Projection de *Venus Boyz*, film suisse de Gabriel Le Baur, traitant du genre, suivie d'un débat autour du genre et des luttes anarcho-féministes animé par la commission femmes de la Fédération anarchiste. À La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses ou Blanche.

Jeudi 16 juin

Merlieux (02)

La Bibliothèque sociale recevra Serge Utgé-Royo et Thierry Maricourt pour une rencontre dédicace, de 18 heures à 21 heures, au 8, rue de Fouquerolles. Infos au 03 23 80 17 09.

Saint-Claude (39)

Quand les ouvriers prennent la caméra : les films Medvedkine.

Rétrospective intégrale au local libertaire Le Coffre-Fort, rue Bonneville, en face de l'IME à Saint-Claude (39). Films projetés en 16 mm par l'association Plouccc et le groupe anarchiste Lucio avec le concours du CCPPO. Infos : association Plouccc, Maison du peuple, 12, rue de la Poyat, 39200 Saint-Claude ou groupepluccio@altern.org. Séances à 21 heures : les 14 et 20 mai.

Saint-Etienne

Festival des résistances et des alternatives du 30 avril au 8 mai

Zone de gratuité, conférences, projections, manifs, arts, débats, concerts, rencontres et zone d'information libre. Organisé par Avataria, la CNT, la France qui pue, Lulu percuté, Numéro Zéro et Radio Dio. Infos sur <<http://resistances-alternatives.org>>.



1^{ERES}

RENCONTRES LIBERTAIRES

6
7
8

MAI
MJC BAZIN
NANCY

AL, Carbah, CNT, Groupe anarchiste Marée Noire, Groupe Caussimon (FA), SCALP

DÉCROISSANCE

ATELIERS/DEBATS

Samedi 7 mai 10h-19h

Informatique, Consommation,
Décroissance, Jeux coopératifs

Dimanche 8 mai 10h-19h

Energie, Sciences et techniques,
Education, Transports

Prix libre

CONCERTS/CABARET

Vendredi 6 mai 18h

Carnaval Libertaire / Manifestation en fanfare

Samedi 7 mai 21h

Soirée Cabaret / Flamenco, Contes, Magie, ...

Dimanche 8 mai 19h

Concerts / Les Minables, La Bolche Vita, ...

Les enfants sont les bienvenus et pourront participer aux activités

<http://rencontres.libertaires.eu.org>

CONSOMMATION

TRANSPORTS

TECHNIQUES

EDUCATION

RENCONTRES

ECHANGES
EXPERIMENTATIONS
DEBATS